Éclairage
Histoire

– n° 18 –

Quand la révolution ébranlait le monde

1917-1923, la vague révolutionnaire en Europe, en Amérique et en Asie

Jacques Legall

les bons caractères lbc

6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons caractères – 2018
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-62-3
Dépôt légal 2e trimestre 2018

Introduction

Au sortir de la Première Guerre mondiale, le Premier ministre britannique Lloyd George décrivait ainsi la situation internationale : « *L'Europe tout entière est gagnée par l'esprit révolutionnaire. Il y a chez les ouvriers un sentiment profond, non seulement de mécontentement, mais de colère et de révolte contre les conditions d'avant-guerre. L'ordre établi, sous ses aspects politique, social, économique, est remis en question par les masses de la population d'un bout à l'autre de l'Europe.* »

La guerre accouchait alors d'une série de révolutions comme le monde n'en avait jamais connu. Née dans la boue des tranchées et dans les files d'attente devant les boulangeries des villes affamées, cette vague révolutionnaire prit son élan en Russie en février 1917. Puis, durant près de six ans, elle déferla de Petrograd à Berlin, Helsinki, Budapest et, dans une moindre mesure, Londres, Paris, Milan, jusqu'en Amérique du Nord, et un peu plus tard en Chine.

Ce tsunami, qui balaya les Empires russe, allemand et autrichien, menaça le système capitaliste mondial jusque dans ses citadelles. Cela semait l'effroi parmi les possédants et leurs représentants, ce dont Lloyd George se faisait l'écho.

Si les tenants du système capitaliste ont alors tout fait, de l'intervention directe au soutien aux armées blanches, au blocus et aux campagnes de calomnies, pour briser la révolution russe et l'empêcher de contaminer les autres

peuples, la montée ouvrière à l'échelle mondiale et la peur qu'elle leur inspira entravèrent leurs efforts. Car le souffle de la révolution d'Octobre se fit sentir même dans les pays qui, après 1917, ne connurent pas d'ébranlement social majeur. Ainsi, en 1919, le Parlement français aurait-il voté la loi des huit heures si la bourgeoisie n'avait craint que la classe ouvrière ne l'exige « à la russe » ?

Au-delà de l'Europe, la révolution semblait aussi sonner le glas du colonialisme. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, défendu par les bolcheviks dans l'ex-Empire des tsars, puis appliqué par eux en Russie soviétique, ainsi que leur appel à lutter contre toute forme d'impérialisme ouvraient une perspective de libération aux pays asservis par les puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne au premier chef.

Cette puissante vague révolutionnaire est pourtant occultée par l'historiographie officielle et les programmes scolaires. En France, le programme de troisième cite bien la révolution russe qui « *engendre une vague de révolutions en Europe* ». Mais les documents d'accompagnement censés aider les enseignants à la mise en œuvre du programme ignorent la chose, comme la plupart des manuels scolaires. Au lycée, l'élève qui souhaite comprendre la révolution russe n'a à sa disposition que le chapitre traitant des « totalitarismes », qui met Lénine sur le même plan que… Mussolini et Hitler ! Autant dire qu'il n'apprendra rien et sera désinformé dans le sens qui convient aux tenants de l'ordre établi. Quant à la révolution allemande, transformée en « tentative de coup d'État spartakiste », elle n'est citée qu'en classe de terminale économique et sociale.

Pourtant, comment saisir le destin du régime soviétique né d'octobre 1917, sa négation sanglante par le stalinisme, et au-delà l'évolution du monde depuis un siècle, sans savoir pourquoi et comment la révolution a finalement échoué hors des frontières de la Russie, laissant celle-ci isolée face aux interventions armées des États capitalistes et à une terrible guerre civile ?

Le récit de ces événements, capitaux pour comprendre l'histoire de l'humanité, comble un vide en même temps qu'il pose bien des questions. Ainsi, comment expliquer que, haïssant les fauteurs de guerre et leur système qui avaient provoqué la boucherie de 1914-1918, les travailleurs n'aient pas renversé le monde capitaliste, alors que la classe ouvrière fit preuve durant plusieurs années de sa combativité et de son esprit de sacrifice ? De nombreux facteurs jouèrent en défaveur de la classe ouvrière. Partout, notamment, la conscience que la grande masse des prolétaires avait de ses intérêts retardait face à l'emballement des événements, et plus encore, face à ses ennemis, les classes possédantes, leurs hommes d'État, les dirigeants de leurs appareils de domination civils et militaires. Car eux avaient une claire conscience des enjeux pour leur classe, et ils savaient devoir mener une lutte à mort contre les exploités.

Mais en fin de compte il faut souligner que, durant cette période, nulle part hormis en Russie, la classe ouvrière ne disposa d'un parti, d'une direction capables de la mener à la victoire. Car, malgré les efforts des bolcheviks pour aider à forger ailleurs de tels partis, lorsque la révolution se leva, les jeunes partis communistes n'avaient encore ni l'influence ni l'expérience indispensables pour mettre en

échec une social-démocratie qui avait ouvertement choisi le camp de la bourgeoisie dès la déclaration de guerre. Dès lors la classe ouvrière trouva face à elle une social-démocratie européenne dont les appareils politiques, syndicaux, et parfois les ministres s'efforçaient d'empêcher qu'elle mette en cause l'ordre établi. Y compris en se faisant l'auxiliaire, voire l'organisatrice de la répression du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Créée dans la foulée de l'Octobre russe pour faire pièce à la trahison de la II^e^ Internationale social-démocrate, l'Internationale communiste (IC) suscita des espoirs immenses. Si elle tenta partout de fonder des sections nationales, la suite des événements allait montrer que, malgré les efforts de ses initiateurs et principaux animateurs, Lénine et Trotsky, elle ne parvint pas à atteindre le but qu'elle s'était fixé : être l'état-major de la révolution à venir. En tout cas, pas avant que le reflux de la vague révolutionnaire, au milieu des années 1920, n'entraîne la dégénérescence de la III^e^ Internationale, conséquence directe de la dégénérescence bureaucratique qui allait étouffer l'État soviétique né de la révolution d'Octobre 1917 et le Parti bolchevique (communiste).

C'est bien sûr pour des raisons chronologiques que nous avons d'abord traité de la révolution russe, donc d'événements plus ou moins connus, avant d'en aborder d'autres, bien moins connus, qui ont eux aussi « ébranlé le monde »[1]. Mais cela tient également au fait que les événements de 1917-1918 en Russie ont servi de référence à tous

1 – *Les dix jours qui ébranlèrent le monde*, récit que John Reed fit de la révolution d'Octobre.

les mouvements révolutionnaires suivants. Les connaître aide donc à comprendre pourquoi et comment la révolution ouvrière, qui avait triomphé en 1917 en Russie, a pu être vaincue peu après en Finlande, en Allemagne et en Hongrie, sans oublier tous les pays où ont eu lieu des mutineries dans l'armée, des occupations d'usines, des grèves générales politiques, sans que cela débouche sur des révolutions au sens plein du terme.

Ces situations politiquement et socialement explosives étaient non seulement contemporaines, mais elles interagissaient, s'influençaient mutuellement. Nous allons le montrer même si, par souci de clarté de l'exposé, nous avons choisi de traiter les faits pays par pays.

Il ne s'agit pas de dresser un catalogue exhaustif des situations révolutionnaires : elles ont eu une telle étendue, embrassé un nombre si élevé d'êtres humains que cela exigerait un ouvrage d'une tout autre taille que celui-ci. Nous avons cherché à distinguer les traits qui, au-delà de situations économiques, sociales, nationales et politiques différentes, font qu'on peut parler d'une vague révolutionnaire internationale.

Enfin, si cet ébranlement de fond de tout l'ordre social eut des répercussions directes jusqu'à la fin des années 1920, il atteignit sa plénitude entre 1917 et 1923. Ces années fixent donc les bornes de ce petit livre.

Première partie

Premières révolutions dans l'Europe en guerre

Chapitre Ier

La faillite de la IIe Internationale et l'opposition à la guerre

Annoncée de longue date par de multiples crises, la Première Guerre mondiale éclata en août 1914. Elle ne fut pas une surprise pour le mouvement ouvrier. En 1895, dans un discours à l'Assemblée nationale, Jean Jaurès disait déjà que le capitalisme « *porte en lui la guerre comme la nuée dormante porte l'orage* ». Pourtant, au moment de la tempête, la plupart des partis et des syndicats censés représenter la classe ouvrière la livrèrent pieds et poings liés au militarisme de la bourgeoisie.

Depuis 1889, la IIe Internationale regroupait de nombreux partis, implantés surtout en Europe, mais aussi aux États-Unis ou en Asie. En 1912, elle comptait 3 372 000 adhérents et exerçait son influence sur 7 315 000 coopérateurs, 10 830 000 syndiqués et les lecteurs de 200 grands quotidiens. Aux élections, elle recueillait 12 millions de voix. Si certains de ses partis étaient de petits groupes, d'autres représentaient de véritables forces, tel le Parti social-démocrate allemand. La majorité de ces partis se réclamant des conceptions de Marx, partout où des militants socialistes avaient une activité, ils avaient réussi à implanter les idées de la lutte des classes et du socialisme parmi les travailleurs.

En ce sens, l'Internationale joua un rôle majeur dans la propagation des idées socialistes à l'échelle mondiale.

Il serait trop long de retracer les causes et les étapes de sa dégénérescence. Que l'on sache qu'à la veille de la guerre, le réformisme y dominait. Depuis des années, il y avait acquis droit de cité et, sous une référence de plus en plus abstraite au marxisme, il avait fini par imprégner la politique et les perspectives d'une majorité de dirigeants, de parlementaires et de syndicalistes se réclamant de l'Internationale.

La gauche de l'Internationale regroupait, elle, les militants restés fidèles au marxisme révolutionnaire : la gauche allemande autour de Rosa Luxemburg, les bolcheviks russes et quelques autres. Mais s'il existait des affinités de pensée entre eux, cette gauche ne constituait pas une tendance aux contours définis, ni quant à ses objectifs politiques, ni sur la conception du parti et de l'Internationale.

Dès sa naissance, l'Internationale avait affirmé que la guerre ne « *disparaîtrait définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme* ». Elle affirmait que, dans les guerres à venir, les prolétaires ne devaient pas choisir un camp contre un autre mais, au contraire, tourner leurs forces contre leur propre bourgeoisie. Cette propagande générale contre le risque de guerre européenne était relayée dans tous les pays, bien qu'à des degrés divers, par ses différentes sections et ses organisations syndicales.

Pourtant, quand le péril devint imminent, aucun objectif concret ne fut donné à l'Internationale ni à ses sections, dont les militants furent laissés sans politique à défendre pour la classe ouvrière. Et cela alors que dans de

nombreux pays des foules immenses de manifestants se rassemblaient sous le drapeau rouge, la veille encore de la mobilisation générale, pour dire leur refus de la guerre impérialiste. Et le 4 août 1914, à la stupeur de nombreux militants, les chefs de la social-démocratie votèrent les crédits de guerre.

Deux membres éminents de la section française de l'Internationale ouvrière, Jules Guesde et Marcel Sembat, entrèrent au gouvernement de guerre. Quant au secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, il justifia son ralliement à l'Union sacrée dans un discours à l'occasion des funérailles de Jean Jaurès, qu'un nationaliste venait d'assassiner pour son opposition à la guerre. En Allemagne, les députés du Parti social-démocrate apportèrent leur soutien à Guillaume II et à ses généraux, tandis que les centrales syndicales renonçaient au mot d'ordre de grève qu'elles avaient lancé pour le 2 août et se ralliaient à la politique de la « paix civile ». En Russie, si une fraction du Parti ouvrier social-démocrate adopta cette politique, à la Douma, ce Parlement-croupion concédé par le tsar après la révolution de 1905, cinq députés bolcheviques et neuf mencheviques s'y refusèrent. Seuls les bolcheviks considéraient cependant que la défaite du tsarisme serait un moindre mal et que leur devoir était de préparer la guerre civile qui ne manquerait pas de surgir de la guerre impérialiste.

Certes, le mouvement ouvrier n'aurait pas pu empêcher que les bourgeoisies et leurs États déclenchent la guerre. Mais ses dirigeants auraient pu et dû dénoncer le caractère de classe de la lutte fratricide dans laquelle des bourgeoisies

rivales jetaient « leurs » ouvriers et paysans. C'est ce que refusa de faire la social-démocratie, mais aussi l'anarcho-syndicalisme, en France notamment.

Les chefs de la social-démocratie et des syndicats couvrirent de leur autorité ce ralliement à l'État de leur bourgeoisie. Ils justifièrent aux yeux des masses le nationalisme va-t-en-guerre. Ils leur inoculèrent l'idée empoisonnée que des intérêts communs liaient prolétaires et bourgeois d'un même pays. De la sorte, ils piétinaient le travail accompli par les générations précédentes de militants socialistes, celui de l'implantation difficile des idées marxistes dans le prolétariat. Cela ne pouvait que le désarmer moralement et politiquement au pire moment.

Au début du conflit, les opposants à la guerre et à la politique des sociaux-patriotes, comme les appelaient les révolutionnaires n'ayant pas renié leur idéal, restèrent peu nombreux et divisés. Si, dès août 1914, Lénine tira de la faillite de l'Internationale la conclusion qu'il fallait en construire une nouvelle, rejoint en cela avec des nuances par Rosa Luxemburg et Trotsky, la plupart des socialistes opposés à la guerre souhaitaient reconstruire l'ancienne maison commune.

Ils confrontèrent leurs positions lors de deux conférences internationales, tenues en Suisse, un pays neutre : à Zimmerwald (5 au 8 septembre 1915), puis à Kienthal (24 au 30 avril 1916). Bien que ne réunissant qu'une poignée de militants, ces conférences montraient au monde entier, et d'abord aux travailleurs dans les tranchées, que tout le mouvement ouvrier ne s'était pas rallié à la guerre. Elles posèrent aussi les bases, dans la gauche zimmerwaldienne

formée autour des bolcheviks, de la création de la IIIe Internationale, qui aura lieu dans la foulée de la victoire de la révolution russe de 1917.

Chapitre II

Le précurseur : la révolution russe

La révolution russe étant décrite dans de nombreux ouvrages, nous n'en dégagerons ici que les principales étapes. Matrice de la vague révolutionnaire, elle présente des traits que l'on retrouvera à des degrés divers dans tous les mouvements révolutionnaires de cette période.

Qui étaient les révolutionnaires en Russie ?

Le prolétariat russe, concentré dans quelques grands centres industriels, s'était organisé très tôt et avait des traditions de luttes révolutionnaires. Son principal parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), s'était divisé dès 1903 en deux courants, les mencheviks et les bolcheviks. Le différend portant au départ sur les contours du parti – la fraction de Lénine désirait n'y regrouper que des militants professionnels, entourés d'un réseau de sympathisants ; les mencheviks souhaitant, eux, un parti plus large, qui rassemble tous ceux qui se réclamaient de son programme – il s'étendit à bien d'autres domaines, jusqu'à la scission définitive des deux courants en 1912.

L'expérience de la révolution de 1905 avait creusé l'écart entre les conceptions et perspectives des bolcheviks et

celles des mencheviks, dont certains en vinrent à reconsidérer l'action clandestine et à envisager une alliance avec la bourgeoisie libérale, ce qui allait être l'axe de leur politique en 1917. Sa conception du parti, marquée bien sûr par la dictature du régime tsariste et la répression féroce que les militants révolutionnaires devaient affronter, Lénine ne l'opposait alors pas à celle des partis sociaux-démocrates hors de Russie. Mais la faillite de l'Internationale socialiste puis la victoire de la classe ouvrière russe en octobre 1917 l'amenèrent à l'étendre et à la généraliser à l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial.

En Russie, les révolutionnaires s'étaient séparés relativement tôt des réformistes, ce qui joua un rôle déterminant par la suite. Combien étaient ces révolutionnaires à la veille de la tempête ? Sous les coups de la répression, de la mobilisation et de l'ambiance patriotique, les effectifs bolcheviques avaient fondus. Au point qu'en 1916 ils ne comptaient probablement pas plus de 5 000 militants, dont une grande partie de la direction, notamment Lénine, réfugiée à l'étranger ou déportée en Sibérie par la police du tsar.

Il fallait aussi compter avec le Parti socialiste-révolutionnaire (s-r). Fondé en 1902 et adhérant aussi à la II^e^ Internationale, il était l'héritier des groupes terroristes qui avaient abattu Alexandre II et des dignitaires tsaristes. À la différence du POSDR, les s-r ne cherchaient pas à s'appuyer sur la classe ouvrière, mais sur la paysannerie.

La révolution de Février

La guerre, payée au prix fort par les paysans et les ouvriers russes, avait révélé la gangrène du régime. L'armée

se désagrégeait : composée majoritairement de paysans commandés par un état-major d'aristocrates méprisants, incapables même de vêtir, nourrir et armer la troupe, elle éprouva plus de pertes qu'aucune autre armée : deux millions de morts en 1916. Les désertions se multipliaient. Dans les villes, les pénuries, l'inflation et le chômage ravageaient la population et surtout les quartiers ouvriers.

En janvier 1917 près de 150 000 ouvriers se mirent en grève à Petrograd, en commémoration du Dimanche rouge de 1905[2]. Le 23 février[3], journée internationale des femmes, les ouvrières du textile abandonnèrent leurs fabriques et entraînèrent à leur suite les métallurgistes. Bousculant les barrages policiers, elles manifestèrent devant l'assemblée municipale en réclamant du pain et, très vite, la fin de la guerre et de l'autocratie. À Petrograd, la grève devint générale en trois jours. La majeure partie des soldats refusa de tirer sur la foule et rejoignit les ouvriers. Le gouvernement démissionna le 27 février, le tsar abdiqua le 2 mars.

Si des militants ouvriers se trouvaient aux premiers rangs de la révolution, aucun des partis révolutionnaires ne la dirigeait : tous avaient été pris de court par des événements qu'ils avaient pourtant œuvré à préparer.

---

2 – Le dimanche 22 janvier 1905 à Saint-Pétersbourg, près de 100 000 ouvriers portaient une pétition demandant au tsar des réformes ; celui-ci fit donner la troupe en guise de réponse. Ce massacre déclencha la révolution. Quant à sa capitale, le tsar la rebaptisa en 1914 d'un nom qui sonne plus russe, Petrograd.

3 – Le calendrier russe (julien) retardait de 13 jours sur celui (grégorien) de l'Occident. Le 23 février à Petrograd était donc le 8 mars à Paris, Berlin, New York.

Les soviets

Très vite se mirent en place, à travers tout le pays, des centaines, puis des milliers de soviets (conseils) d'ouvriers, de soldats, puis de paysans. Conservée dans la mémoire de nombreux ouvriers depuis la révolution de 1905, le soviet était l'expression, à la base, du pouvoir des ouvriers ; assemblée élective, il représentait de la meilleure façon l'opinion ouvrière, d'autant que ses membres étaient révocables. Tout de suite, les soviets s'occupèrent du ravitaillement, de l'armement des ouvriers, du maintien de l'ordre, établirent la liberté de presse et garantirent la liberté d'expression. Ils constituaient de fait la direction de la révolution. Mais ils ne se saisirent pas du pouvoir. Au contraire, leurs dirigeants menchéviques et s-r apportèrent leur soutien à un gouvernement provisoire mis en place par la bourgeoisie libérale et dirigé par le prince Lvov.

Œuvre des classes laborieuses, la révolution de Février avait confié le pouvoir aux ennemis de leur émancipation sociale, un phénomène que l'on retrouve dans toutes les révolutions de la période. Disposant d'un très large soutien, le nouveau pouvoir ne pouvait et ne voulait pourtant résoudre aucune des aspirations des masses populaires.

Ouvriers et paysans voulaient la paix. Il n'en était pas question pour la bourgeoisie, cette guerre étant autant la sienne que celle des grandes puissances : dès le 6 mars, le gouvernement s'engagea à mener la guerre jusqu'à la victoire.

La bourgeoisie ne pouvait pas non plus donner la terre réclamée par des dizaines de millions de paysans. Mille liens l'unissaient aux propriétaires fonciers, souvent

nobles, qui, de plus, formaient la majorité des officiers de l'armée. Et, par principe, il lui était inadmissible d'attenter à la propriété privée, base de sa domination.

Elle ne pouvait pas plus donner le pain que réclamait le prolétariat urbain : la disette était le résultat de sa guerre, de sa politique et des détournements d'une nuée d'affairistes.

La chute de l'autocratie n'avait rien résolu pour les masses. Au cours des mois qui suivirent, des millions d'ouvriers et de paysans, à l'arrière ou au front, subissaient les tentatives du gouvernement provisoire pour rétablir l'ordre des possédants et continuer la guerre, et ne tardèrent pas à comprendre qu'il ne satisferait aucune de leurs aspirations, que seule une nouvelle révolution leur donnerait satisfaction.

Ils étaient aidés en cela par le Parti bolchevique. En février, Kamenev et Staline, qui le dirigeaient en l'absence de Lénine, soutenaient de fait le nouveau gouvernement. Lénine, qui savait pouvoir s'appuyer sur la base ouvrière du parti et son instinct de classe, combattit aussitôt cet alignement sur la politique menchevique. Il le fit depuis son exil suisse dans ses fameuses *Lettres de loin*. Revenu début avril à Petrograd, Lénine s'employa à réarmer le Parti bolchevique, à en faire le défenseur le plus résolu des intérêts de la classe ouvrière face au gouvernement provisoire qui voulait stopper la révolution, puis l'étrangler. Des mois durant, ce parti martela qu'il fallait mettre à bas la domination de la bourgeoisie, que le pouvoir devait revenir aux soviets. Ses effectifs explosèrent, pour dépasser 500 000 adhérents en octobre.

Dans l'armée, les désertions s'intensifiaient. Dans les villes, les grèves se multipliaient. Début juillet, à Petrograd et Moscou, en réaction à la nouvelle offensive suicidaire dans laquelle le gouvernement avait jeté l'armée, des manifestations monstres furent à deux doigts de le renverser.

Les soviets détenaient désormais l'autorité sur la plus grande partie des troupes, contrôlaient les chemins de fer, les postes, les télégraphes. De fait, ils exerçaient la réalité du pouvoir, celui des masses laborieuses que la révolution éveillait à la vie politique, qui occupaient désormais partout le devant de la scène.

Les soviets se radicalisaient, à l'image de l'opinion ouvrière, les bolcheviks remplaçant peu à peu à leur tête les mencheviks et les s-r, qui y dominaient depuis février. Le 31 août à Petrograd et le 6 septembre à Moscou, les motions bolcheviques présentées aux soviets obtinrent pour la première fois la majorité, alors même que la plupart des dirigeants bolcheviques, pourchassés par le gouvernement, se trouvaient en prison ou dans la clandestinité. Le 25 septembre, le soviet de Petrograd porta Trotsky à sa présidence. Le 25 octobre, près de la moitié des élus au deuxième congrès des soviets appartenait au Parti bolchevique.

Dans les usines, les ouvriers prenaient l'initiative de former des gardes rouges. En juillet, ces milices ouvrières rassemblaient 10 000 hommes et femmes dans les faubourgs de Petrograd et remplaçaient, dans les tâches quotidiennes de maintien de l'ordre, la police tsariste démantelée. En septembre, le maniement d'armes était enseigné dans 79 usines. À la veille de la révolution d'Octobre, les effectifs de la garde rouge s'élevaient à 20 000 hommes.

Début septembre, on vit ce qui attendait la révolution si la bourgeoisie l'emportait : le général Kornilov, que le chef du gouvernement provisoire, Kerenski, venait de nommer à la tête des armées, tenta un putsch. La riposte ouvrière le brisa en quelques jours. Dans les villes, les bolcheviks avaient mobilisé ouvriers, soldats et gardes rouges, assurant ainsi la sauvegarde de la révolution, y compris, pour un temps, celle du gouvernement.

La révolution d'Octobre

Le gouvernement n'ayant pratiquement plus d'appui, les bolcheviks devaient prendre le pouvoir. C'est ce que voulaient des millions de travailleurs, de soldats, de paysans. Trotsky, à la tête du soviet de la capitale, y organisa l'insurrection. En une nuit, le 24 octobre, quelques milliers de matelots, des détachements de gardes rouges et de la garnison s'emparèrent de la capitale. Le 25, tomba le palais d'Hiver, où s'étaient retranchés les ministres. Le deuxième congrès des soviets de toute la Russie, réuni le jour même, put proclamer qu'il exerçait désormais tout le pouvoir.

Bien des historiens présentent la révolution d'Octobre comme un coup d'État des bolcheviks, qui aurait mis un terme aux conquêtes de Février en instaurant leur dictature. À les en croire, la révolution russe aurait dû s'arrêter à la chute du tsar et aboutir à une démocratie parlementaire.

Mais ce qui menaçait la révolution, c'était que la réaction l'écrase sous l'égide de gouvernants dits démocrates. Ce qui menaçait, c'était le retour à l'ancien régime, la poursuite de la boucherie au front, la dictature de la bourgeoisie sur les ouvriers, les paysans, les minorités nationales.

Quant aux conquêtes sociales de Février – telle la limitation à huit heures de la durée du travail quotidien – elles avaient été arrachées par les masses, malgré la politique timorée des mencheviks et des s-r et contre leur gouvernement qui n'avait cessé de remettre en cause ces conquêtes sociales.

Si, par son organisation méticuleuse qui évita presque toute effusion de sang, et par le peu de troupes qu'elle nécessita, l'insurrection d'Octobre fut un coup d'État, elle eut lieu – et cela fait toute la différence avec un putsch – avec l'assentiment de la majorité du prolétariat et le soutien le plus large de la paysannerie alors sous l'uniforme.

Ajoutons que le gouvernement des commissaires du peuple formé au lendemain d'Octobre ne disposait d'aucun appareil de coercition pour appliquer ses décisions. Il s'appuyait sur l'organisation des masses voulant changer leur sort : les soviets, les comités d'usine, les gardes rouges...

Les décrets du nouveau pouvoir ne faisaient en général qu'entériner, après coup, les initiatives de la base. Le décret partageant les grands domaines et permettant pour la première fois aux paysans pauvres d'accéder à la terre avalisait un état de fait : les paysans avaient souvent déjà fait main basse sur ces domaines. Encore fallait-il le reconnaître, lui donner force de loi, ce que le gouvernement provisoire n'avait jamais fait : au contraire, il avait maintes fois envoyé la troupe contre les « partageux » des campagnes.

La révolution d'Octobre fut l'œuvre de la classe ouvrière qui avait su entraîner toutes les classes pauvres du pays. L'ignorer, c'est nier la réalité et se condamner à ne pas comprendre pourquoi elle allait enthousiasmer les masses ouvrières et paysannes bien au-delà de la Russie.

Pour la première fois, un gouvernement déclarait avoir pour objectif la construction d'une société débarrassée de la misère, de l'exploitation et de la guerre, une société communiste. Une telle société ne pouvait se concevoir qu'à l'échelle mondiale car, contrairement aux futures élucubrations staliniennes, Marx et tous les révolutionnaires après lui auraient considéré comme une aberration de vouloir construire « le socialisme dans un seul pays ». Le développement de la Russie et a fortiori la construction d'une société socialiste n'étaient envisageables qu'à la condition de bénéficier de l'aide politique, économique et culturelle de pays plus développés. Pour tous, autant d'ailleurs pour les révolutionnaires que pour leurs ennemis, la révolution russe constituait la première étape de la révolution mondiale.

L'appel au prolétariat mondial

Trotsky résumait ainsi l'alternative qui se posait alors aux bolcheviks : « *Si les peuples d'Europe ne se soulèvent pas pour écraser l'impérialisme, c'est nous qui seront écrasés, cela ne fait aucun doute. Ou bien la révolution russe va déclencher une cascade de luttes en Occident, ou bien les capitalistes de tous les pays vont étouffer notre lutte.* »

Le pouvoir soviétique fit donc tout pour aider au mûrissement de la révolution au-delà des frontières russes.

Il publia les traités secrets par lesquels les Alliés s'étaient à l'avance partagé les profits de la victoire. Le nouveau gouvernement russe proclama le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un principe qu'il appliqua dès Octobre en ne s'opposant pas à ce que les nationalités

jusque-là enfermées dans l'Empire tsariste accèdent à l'indépendance, lorsqu'elles le souhaitaient, ce qui allait avoir un énorme écho chez les peuples opprimés et colonisés par d'autres États.

Le 13 décembre 1917, le Conseil des commissaires du peuple vota aussi un décret plaçant « *à la disposition des représentants à l'étranger du commissariat aux Affaires étrangères une somme de deux millions de roubles pour les besoins du mouvement révolutionnaire* ». Et, en guise de diplomates, il envoya, dès qu'il le put, des militants bolcheviques dans les autres pays.

Rompant avec les usages de la diplomatie bourgeoise, ceux-ci prenaient contact avec les révolutionnaires partout où ils le pouvaient, la valise diplomatique leur servant à acheminer toute une littérature de propagande communiste. L'un d'eux, Abraham Ioffé, devint ambassadeur en Allemagne dès avril 1918. À son arrivée, il refusa de présenter ses lettres de créance à Guillaume II et invita des révolutionnaires, des socialistes et des pacifistes à sa première réception. Il leur fit aussi parvenir des fonds, avant d'être expulsé par les autorités, le 6 novembre 1918, alors que la révolution grondait dans toute l'Allemagne.

Le traité de Brest-Litovsk

Le lendemain même de la prise du pouvoir, les bolcheviks publièrent un décret sur la paix. Ils proposaient à tous les belligérants d'engager sans attendre des négociations « *en vue d'une paix équitable et démocratique, une paix immédiate sans annexion et sans indemnités* ». Les autres États rejetèrent la proposition, sauf l'Allemagne qui y voyait

l'occasion d'en finir avec le front de l'Est et de transférer ses troupes vers celui de l'Ouest.

Les bolcheviks étaient divisés : si Lénine voulait la paix la plus rapide, la Russie étant exsangue, nombre de ses camarades pensaient que signer avec l'Allemagne les ferait apparaître comme favorisant un camp impérialiste. On décida donc de faire traîner les négociations, en s'adressant aux travailleurs du monde « *par-dessus la tête des généraux allemands* ».

Les négociations débutèrent à Brest-Litovsk fin 1917 : tout en développant une propagande en direction des soldats allemands présents sur place, la délégation russe conduite par Ioffé, puis par Trotsky, exigea qu'on retransmette les discussions par radio. Elle obtint aussi, au moment de signer l'armistice, que les troupes allemandes ne soient pas rapatriées avant un mois sur le front Ouest, et que soldats russes et allemands puissent se rencontrer.

Craignant la contamination de leurs troupes et se sachant en position de force, les généraux allemands rompirent les pourparlers et lancèrent l'offensive sur les positions russes le 24 février 1918. Leur armée occupa rapidement les pays Baltes et l'Ukraine : le pouvoir soviétique dut signer, le couteau sur la gorge, un traité amputant d'un quart son territoire en Europe. Malgré cela, la Russie soviétique avait pu faire la démonstration qu'elle œuvrait pour la paix. Aux yeux de millions d'exploités alors sous l'uniforme, elle incarnait l'espoir d'en finir avec la guerre.

Les groupes communistes en Russie

Un des principaux biais par lequel les idées révolutionnaires pénétrèrent dans les autres pays fut la propagande auprès des prisonniers de guerre. En 1917, il y en avait près de deux millions en Russie. Soumis à des conditions de survie précaires, les simples soldats servaient souvent de main-d'œuvre dans les industries locales et entraient en contact avec les travailleurs et les militants russes.

Dès son installation, le gouvernement révolutionnaire donna la citoyenneté soviétique à ces prisonniers et à tout « *étranger travaillant sur le territoire de la République russe, pourvu qu'il appartienne à la classe ouvrière ou à la paysannerie n'employant pas de main-d'œuvre salariée* ». Les bolcheviks entreprirent de publier des quotidiens en allemand, hongrois, roumain, serbo-croate, tchèque, turc : distribués aux ex-prisonniers, ils l'étaient aussi sur les divers fronts de manière à favoriser les fraternisations. Bientôt, près de dix mille soldats anciens détenus furent organisés en vue d'un travail d'agitation révolutionnaire. Leurs différents groupes nationaux se transformèrent en sections étrangères reliées au comité central du Parti bolchevique, regroupées en une fédération des groupes étrangers auprès de ce parti.

Nombre de militants qui en provenaient furent à l'origine des partis communistes européens. Le socialiste hongrois Béla Kun rejoignit les bolcheviks en mai 1917 à Tomsk, où il était interné. Avec le jeune militant Tibor Szamuely, lui aussi prisonnier de guerre, il fonda la section hongroise du Parti bolchevique en mars 1918. Et quand l'Empire austro-hongrois se défit, ils revinrent en Hongrie comme deux cents de leurs

camarades rapatriés par petits groupes. C'est de la même manière que furent jetées les bases des partis communistes yougoslave, tchèque et turc. On pourrait aussi citer le cas similaire de militants allemands, roumains, bulgares, etc., dont certains combattirent au sein de l'Armée rouge.

La France étant l'alliée de la Russie jusqu'en octobre 1917, c'est essentiellement des membres de la mission militaire française ralliés à la révolution qui formèrent le groupe communiste français en Russie. Bien que peu nombreux, ils jouèrent un rôle contre l'occupation française d'Odessa.

Chapitre III

Les armées craquent

Sur tous les fronts, livrés à la morgue des officiers, en proie au froid, à la faim, aux poux, à la peur et à la mort au quotidien, des millions d'hommes avaient appris dans leur chair ce que valait la propagande patriotique. Après trois ans de cette horreur, les révolutions de Février et d'Octobre eurent un écho considérable chez les belligérants.

Mutineries en France

D'avril à juin 1917, une vague de mutineries toucha plus de la moitié des unités de l'armée française. Elle éclata au lendemain de l'offensive du général Nivelle qui s'était traduite par 140 000 morts et des centaines de milliers de blessés en quinze jours. À Craonne, au chemin des Dames, à Cœuvres, à Fère-en-Tardenois, les soldats refusèrent de monter au front. Certains voulaient marcher sur Paris. Des unités arboraient le drapeau rouge, chantaient *L'Internationale* ou *La chanson de Craonne*. Le tonnelier et militant socialiste mobilisé Louis Barthas raconte : « *Le 30 mai à midi, il y eut même une réunion en dehors du village pour constituer, à l'exemple des Russes, un "soviet", composé de trois hommes par compagnie, qui aurait pris la direction du régiment. À ma grande stupéfaction, on vint m'offrir la*

présidence de ce soviet, c'est-à-dire pour remplacer le colonel, rien que ça! » Il refusa et rédigea un manifeste protestant contre le retard des permissions. « *Deux régiments venaient de se mutiner et s'étaient emparés de la caserne en criant* "paix ou révolution!" *Le général X étant allé essayer de les haranguer fut empoigné, collé au mur et allait être fusillé lorsqu'un commandant très aimé de ses hommes réussit à sauver le général.* [...] *Le lendemain soir, on nous rassembla pour le départ aux tranchées. De bruyantes manifestations se produisirent, cris, chants, hurlements, coups de sifflet; bien entendu* L'Internationale *retentit; si les officiers avaient fait un geste, dit un mot contre ce chahut, je crois qu'ils auraient été massacrés sans pitié tant l'exaltation était grande.* »

L'agitation dura pendant des mois et gagna les villes, notamment autour des gares, points de départ et d'arrivée des permissionnaires. La justice militaire prononça 530 condamnations à mort et peines de prison à perpétuité. On fusilla des dizaines de soldats. On en déporta plus de 2 000 autres aux colonies, notamment en Indochine, parfois jusqu'en 1925. Parmi les troupes alliées stationnant en France, la révolte toucha aussi des régiments écossais et canadiens.

Quant aux 20 000 soldats russes envoyés en France en 1916 par Nicolas II, ils avaient mis en place des soviets au lendemain de la révolution de Février. Après les avoir éloignés au camp de La Courtine, dans le Massif central, le gouvernement français les réprima à coups de canon et de mitrailleuse. On dissémina les survivants dans des compagnies de travail ou on les déporta en Algérie.

Dans l'armée italienne

En Italie, en octobre 1917, au lendemain de la bataille de Caporetto, 300 000 soldats se rendirent, la plupart sans combattre, et à peu près autant désertèrent. La répression fut à la hauteur de la peur du commandement : les tribunaux militaires jugèrent plus de 200 000 soldats et en condamnèrent près des deux tiers. Il y eut plus de 15 000 peines de prison à perpétuité et plus de 4 000 condamnations à mort, outre les exécutions sommaires et mitraillades de déserteurs par leurs officiers.

Révoltes en Autriche-Hongrie

Le même climat régnait dans le camp adverse. Dès 1915, l'armée austro-hongroise montra des signes d'ébranlement. À partir de 1917, des déserteurs quittèrent en masse l'armée de terre et se réfugièrent dans les montagnes de Croatie et de Slovénie. La plus grosse partie d'entre eux allaient constituer huit bataillons de mille hommes, nourris et protégés par la population. Dès l'hiver 1917, l'armée renonça à les chercher.

À Cattaro (l'actuel Kotor), principal port du Monténégro, des marins manifestèrent le 1er février 1918 suite à une grève dans l'arsenal. Une résolution des marins, prise lors d'assemblées clandestines et diffusée à la quarantaine de navires mouillant dans la rade, revendiquait une paix immédiate et sans annexion, le désarmement, le droit des peuples à l'autodétermination et la démocratisation. D'autres revendications portaient sur le ravitaillement et la suppression des privilèges des officiers. Un comité de travailleurs élus par les ouvriers du port se joignit aux marins.

La composition des équipages était à l'image de l'Empire austro-hongrois : s'y côtoyaient Autrichiens allemands, Hongrois, Tchèques, Slovaques, Yougoslaves, Italiens et Polonais. Se définissant comme grévistes et non comme mutins, ils désignèrent des comités de navire et un comité central de quatre membres. Mais le 10 février, faute d'avoir pu rompre leur isolement, ils cédèrent. Quarante mutins passèrent en conseil de guerre : on fusilla les quatre principaux dirigeants, sept autres écopèrent de la prison à vie.

Dans la marine allemande

Sur les navires de guerre allemands, on trouvait en majorité des ouvriers qualifiés, souvent des métallos ayant l'expérience des luttes et une conscience de classe. De plus, le maintien de la flotte dans les ports permettait de plus des relations entre marins et ouvriers des ports et chantiers navals, favorisait l'échange d'idées et la circulation à bord de livres, tracts, journaux. Durant l'été 1917, une série d'actions (grèves de la faim, débarquement illégal de centaines de marins, manifestations) éclata à Wilhelmshaven à l'initiative d'une organisation clandestine, la Ligue des soldats et des marins, fondée par deux militants socialistes et regroupant sans doute plusieurs centaines de membres. Leur objectif était d'imposer la paix par la révolte des soldats, rejoints par la grève générale du prolétariat allemand. La répression s'abattit sur eux : le conseil de guerre condamna à mort cinq matelots et infligea aux autres 181 années de travaux forcés et 180 années de prison.

Chapitre IV

L'agitation s'étend à l'arrière

L'effervescence parmi la troupe semblait d'autant plus dangereuse aux états-majors militaires et civils de la bourgeoisie qu'elle rejoignait souvent le regain des grèves ouvrières. Car, contrairement aux mensonges des tenants de l'Union sacrée, la lutte des classes ne s'interrompait pas et la guerre avait renforcé l'exploitation dans les usines.

Les grèves en France

En France, la législation sociale avait disparu, les ouvriers contestataires risquaient le renvoi de l'usine et l'envoi au front. Les patrons avaient du coup imposé une baisse générale des salaires.

Malgré la trahison des dirigeants de la CGT et de la SFIO qui avait désarmé, un temps, la classe ouvrière, les grèves avaient repris. En région parisienne et dans la Loire, qui concentraient la plupart des usines d'armement, une multitude de conflits éclatèrent entre mai et juillet 1917, à l'instigation de femmes, les munitionnettes dans l'armement, les midinettes dans le textile. Elles furent bientôt rejointes par les employés de banque et les métallos des usines de guerre de la région parisienne. La plupart avançaient des mots d'ordre politiques, telle la publication des buts de

guerre. Dans la deuxième quinzaine de mai, on compta 100 000 grévistes en région parisienne. Entre mai et juin, il y eut jusqu'à 400 arrestations : des dizaines de militants furent déférés devant un conseil de guerre, d'autres expédiés dans un camp militaire, tandis qu'à tout hasard des troupes prenaient position aux portes de Paris. Une grève de 100 000 métallos éclata encore en mai 1918 contre l'envoi au front des jeunes classes mobilisées en usine.

En Grande-Bretagne

La direction du Parti travailliste et l'appareil dirigeant des syndicats soutenaient la guerre de la bourgeoisie britannique. Pour ne pas la gêner, ils avaient banni tout mouvement revendicatif en décrétant la « trêve industrielle ». Cela n'empêcha pas les travailleurs de se battre : le nombre de jours de grève dans tout le pays atteignit trois millions en 1915, deux millions et demi en 1916 et dépassa les trois millions en 1917.

En février 1915, une longue grève paralysa les chantiers de construction navale de la Clyde, en Écosse. On y vit apparaître les délégués d'atelier (shop stewards) : ayant à l'origine pour fonction de collecter les cotisations syndicales, ils devinrent durant la grève une représentation élue des travailleurs. Pour diriger le mouvement, ils formèrent un comité central ayant assez d'influence parmi les grévistes pour qu'ils refusent d'abord massivement l'ordre de reprise du travail lancé par la direction du syndicat.

En réaction, le gouvernement passa un accord avec les syndicats qui interdisait les grèves dans les usines d'armement durant la guerre et permettait d'y allonger la journée

de travail. Quelques mois plus tard l'accord devint une loi visant, selon le Premier ministre Lloyd George, à assurer « *une plus étroite subordination du mouvement ouvrier au contrôle de l'État* ». Face à cette « loi des munitions », 200 000 mineurs gallois cessèrent le travail en août.

Au printemps 1917, le gouvernement permit aux entreprises produisant pour l'armée d'embaucher des travailleurs non qualifiés, il supprima l'exemption de mobilisation des volontaires pour la fabrication de munitions, laissant les tribunaux militaires décider, en accord avec les patrons, qui serait dispensé ou pas d'aller au front. Début mai, les délégués d'atelier y jouant un rôle important, 60 000 ouvriers se mirent en grève dans le Lancashire, 100 000 débrayèrent à Sheffield, 30 000 à Coventry. La grève devint générale à Londres et se termina par une demi-victoire des grévistes.

L'enthousiasme pour la révolution russe rendait le climat électrique. Au point qu'en juin 1917 une conférence rassemblant à Leeds 1 150 délégués d'organisations syndicales ou politiques salua la révolution russe et appela à créer des conseils ouvriers en Grande-Bretagne.

Grève générale en Allemagne

Presque au même moment, en réaction à la réduction de la ration de pain hebdomadaire, plus de 200 000 travailleurs décidèrent la grève à Berlin. À Leipzig, elle fut générale. Là, les grévistes avancèrent aussi des revendications politiques : paix sans annexion, suppression de la censure, levée de l'état de siège, abolition de la loi sur la mobilisation de la main-d'œuvre, libération des prisonniers politiques,

introduction du suffrage universel à tous les niveaux. Sentant le climat, la direction du Parti social-démocrate tenta de décourager les travailleurs. Son journal, le *Vorwärts*, dénonça « *l'espoir fou qu'on pourrait connaître des événements semblables à ceux de Russie* », ce qui pouvait, selon lui, « *coûter la vie à des centaines de milliers d'hommes sur les champs de bataille* ».

Face à la politique des directions syndicales qui, dès le deuxième jour de la grève, poussaient à la reprise, dans la plupart des assemblées d'usine des travailleurs appelaient à l'élection de conseils ouvriers. L'armée, elle, militarisa les entreprises en grève et arrêta les meneurs.

L'insurrection de Turin

La révolution russe était partout dans les têtes. En Italie, le 13 août, deux mencheviks envoyés par le gouvernement provisoire russe se firent acclamer à Turin par 40 000 personnes scandant, à leur grand dépit, « *Vive Lénine* ! » Le 22 août, devant le manque de pain, les ouvriers turinois entraient en grève. Les premiers accrochages avec la police ayant fait deux morts, les ouvriers s'attaquèrent aux armureries et deux casernes de police furent prises d'assaut. Parmi la troupe envoyée pour réprimer, les chasseurs alpins refusèrent de tirer et remirent leurs fusils aux insurgés. Mais seule une minorité de soldats les rallia. L'armée intervint avec tanks et mitrailleuses : le bilan officiel fit état de 50 morts et de centaines de blessés graves.

Nulle part hors de Russie les mutineries, les grèves générales (telle celle d'août 1917 en Espagne) ou insurrectionnelles n'avaient débouché sur une explosion

révolutionnaire, mais on avait là les prémices du mouvement qui, quelques mois plus tard, allait ébranler le capitalisme mondial.

Deuxième partie

La révolution s'étend

Chapitre I[er]

En Finlande : une préface et un avertissement

Devenue grand-duché du tsar en 1809, la Finlande formait une entité distincte de son Empire. Ravalée en 1899 au rang de simple province, elle garda cependant sa Diète, sa monnaie, sa poste, son instruction publique, sa milice, son administration intérieure. La révolution de 1905 contraignit le tsar à lui accorder une Constitution et le suffrage universel. Sur le plan des mœurs, la Finlande était alors un des pays les plus avancés du monde : les premières femmes députées furent des socialistes finlandaises.

La guerre renforça la mainmise russe sur la Finlande. Celle-ci n'ayant plus d'armée, celle du tsar vint « protéger » cette région proche de Petrograd. Les garnisons russes y passèrent de 10 000 hommes à dix fois plus en mars 1917, la flotte comptait 25 000 matelots et l'on mina le golfe de Finlande. Cette omniprésence militaire renforça l'aspiration indépendantiste, alors que l'armée russe allait jouer un rôle important dans la révolution à venir.

Au début du siècle, 43 % de la population locale vivait de l'agriculture. Moins d'un paysan sur quatre possédait son exploitation, un sur trois devait la louer. La plupart de ces tenanciers étaient des paysans sans terre auxquels les

propriétaires cédaient une parcelle et une cabane par un accord oral que ceux-ci pouvaient dénoncer à leur gré. En contrepartie, ces tenanciers étaient astreints à fournir un travail régulier (en été de 3 heures du matin à 10 heures le soir) et des redevances en nature. Sans en avoir le nom, ils étaient des serfs, à cette différence aggravante que le propriétaire pouvait les expulser du jour au lendemain. Quant aux ouvriers agricoles, ils représentaient un peu moins de la moitié de la paysannerie.

La classe ouvrière, en plein développement, travaillait essentiellement dans l'industrie du bois et, depuis 1914, l'industrie de guerre. Le salaire des ouvriers d'industrie dépassait de beaucoup celui des ouvriers agricoles, mais la misère en ville n'avait rien à envier à celle des campagnes : la plupart des familles ouvrières vivaient dans une seule pièce, sans eau ni confort.

Les effectifs des syndicats avaient quadruplé depuis 1916 et dépassaient 160 000 adhérents au printemps 1917. Fondé en 1902, le Parti social-démocrate (SDP) comptait plus de 72 000 membres en 1916, et 150 000 au printemps 1917. Il possédait sa banque, ses coopératives et était le seul parti implanté parmi les paysans pauvres. En 1916, avec 47 % des voix et 103 députés, il obtint la majorité au Parlement. Mais celui-ci ne fut jamais réuni et, un an plus tard, le gouvernement provisoire russe finit par le dissoudre.

Le SDP était un parti puissant. Mais il regroupait des militants combatifs, qui constitueraient le fer de lance de la révolution, et des réformistes qui n'envisageaient le passage au socialisme que par la voie parlementaire. Les illusions et l'indécision des uns freinant la détermination des autres,

leur réunion au sein du même parti allait le faire hésiter sur la marche à suivre au moment où les événements révolutionnaires se précipitèrent.

La révolution russe de Février et la Finlande

La nouvelle de la victoire de la révolution de Février arriva aussitôt à Helsinki, voisine de Petrograd. Le gouvernement provisoire russe fit arrêter le gouverneur général de Finlande et le remplaça par un propriétaire terrien marqué à droite. Le pouvoir russe était inquiet : les Finlandais allaient-ils proclamer leur indépendance en pleine guerre, plaçant ainsi pratiquement la capitale russe sur la frontière ? De plus, les troupes stationnées en Finlande étaient tout sauf sûres : dès le 16 mars, les matelots attaquèrent la prison d'Helsinki et libérèrent les soldats emprisonnés.

Dans la bourgeoisie finlandaise, l'espoir d'une plus grande autonomie s'accompagnait de la crainte de la révolution. Finalement, on forma un gouvernement de coalition (appelé Sénat) de six ministres bourgeois et de six sociaux-démocrates, que présidait l'ancien mineur Oskar Tokoi. Les partis bourgeois avaient fait une place à la social-démocratie, comptant sur son influence dans les masses, mais ne lui avaient laissé que deux ministères importants : les Finances et les Transports. Des militants et des dirigeants sociaux-démocrates refusèrent de soutenir un tel gouvernement. Comme en Russie, la révolution de Février avait mis en place, avec le soutien de socialistes, un pouvoir dont l'objectif était le retour à l'ordre bourgeois.

Mais dès le 26 mars des grèves éclatèrent pour la journée de huit heures. Le 7 avril, les métallurgistes en grève

manifestèrent à Helsinki, rejoints par les matelots et les soldats russes. Le 18, il y avait 30 000 grévistes et 10 000 manifestants dans la capitale. Affolé, le patronat promit de généraliser les huit heures par la loi.

Encouragés par ce succès, les bûcherons, les employés communaux, les chauffeurs-mécaniciens de locomotive, les ouvriers de l'Imprimerie nationale et même, à la grande surprise des bourgeois, les employés de maison se mirent en grève. Le 19 avril, le groupe socialiste à l'Assemblée déposa un projet de loi sur les huit heures. Le 1er mai, 50 000 manifestants défilèrent à Helsinki, drapeau rouge en tête.

Dans les villes, s'y ajouta la revendication du pain. Avant la guerre, l'essentiel du blé provenait d'Allemagne ; censée la remplacer, la Russie n'en avait pas les moyens. La disette apparut, aggravée par la spéculation et la hausse des prix. Le 11 mai, on vota une loi bloquant le prix des vivres, qui ne fut jamais appliquée car la bourgeoisie et les propriétaires fonciers détenaient tous les leviers administratifs. Les grèves gagnèrent les campagnes : de fin mai à fin juillet, on y recensa 140 000 grévistes. Les tenanciers voulaient notamment une loi leur permettant de se libérer de leurs propriétaires.

Et puis, il y avait l'armée russe. Ses soldats allaient-ils se ranger aux côtés de la classe ouvrière ? Des soviets de soldats se créèrent, qui, comme en Russie, tombèrent dans un premier temps sous l'influence des mencheviks. Dès mars, les bolcheviks envoyèrent des militants en Finlande, dont la russo-finnoise Alexandra Kollontaï, mais ils restaient minoritaires.

La réaction s'organise

L'État étant déliquescent et la police ayant disparu, la bourgeoisie et les propriétaires fonciers se dressaient vent debout contre « le désordre ». Sous couvert d'associations légales (corps de pompiers, sociétés de gymnastique), ils créèrent des milices armées terrorisant les campagnes. À l'insu de ses collègues sociaux-démocrates, un ministre organisa une école de cadres de la police montée, embryon d'une garde blanche. Durant l'été et l'automne 1917, sous la dénomination de gardes civiques, les troupes armées de la bourgeoisie se multiplièrent. Et il y eut les corps de volontaires qui avaient rejoint l'armée allemande au nom de l'indépendance de la Finlande.

Début septembre, le gouvernement, qui ne comportait plus que deux socialistes depuis la démission d'Oskar Tokoi le 17 août, mit sur pied, sans l'officialiser, un plan d'organisation militaire à l'échelle nationale. Regroupant des membres des principales familles bourgeoises, un comité militaire devait diriger les opérations.

En même temps qu'elle exigeait le départ des troupes russes dans lesquelles les bolcheviks gagnaient en influence, la bourgeoisie se préparait à l'épreuve de force. Malgré ses divisions – une partie souhaitait l'indépendance, une autre, liée à la minorité de langue suédoise, s'en méfiait et une troisième voulait se rapprocher de l'Allemagne – elle faisait front contre un même ennemi : les masses ouvrières et paysannes mobilisées.

La social-démocratie tergiverse

Alors que la bourgeoisie fourbissait ses armes, le SDP courait après un compromis, dans l'espoir d'éviter l'affrontement.

Début août, des ouvriers acculés par la disette se mirent à saisir des stocks de blé dans plusieurs villes, les soldats russes se rangeant souvent à leurs côtés en affrontant parfois les gardes civiques. Le SDP désavoua les travailleurs et les socialistes qui cherchaient à s'organiser pour résister aux exactions des milices blanches. Ce n'est que fin octobre qu'il permit la mise sur pied de groupes d'autodéfense. Cela sans renoncer à propager de funestes illusions réformistes. Ainsi, ses députés déposèrent en même temps au Parlement un programme radical dans son intitulé, *Nous exigeons*, qui demandait l'application des lois sociales votées dans l'année (notamment sur les 8 heures), l'interdiction des gardes civiques et la remise de la terre aux tenanciers.

Demander aux députés bourgeois d'appliquer des lois prises sous la pression de la classe ouvrière, d'interdire des milices qu'eux et leurs proches avaient créées, ou de partager des terres appartenant à leur famille, leur classe sociale, cela relevait du crétinisme parlementaire, de l'aveuglement politique volontaire. Le Parlement, lui, n'examina même pas la proposition socialiste.

La classe ouvrière montre sa force

Avec la victoire d'Octobre en Russie, les événements se précipitèrent en Finlande. Après bien des tergiversations, SDP et syndicats appelèrent à la grève générale le 27 novembre. Elle fut largement suivie dans l'industrie,

les transports, les services, la presse. À Helsinki, ni les ministres ni les procureurs généraux ne pouvaient rejoindre leurs locaux, les grévistes en interdisant l'accès. La grève permit le développement rapide de gardes rouges, armées grâce aux troupes russes. Ces détachements prolétariens avaient la charge du maintien de l'ordre, du recensement et de la surveillance des dépôts d'approvisionnement. À Turku, ils arrêtèrent le gouverneur de la ville, le chef de la police et huit responsables des gardes civiques, et à Helsinki on mit deux cents gardes blancs sous les verrous.

Apeurée, la bourgeoisie accepta d'appliquer la loi des 8 heures, une nouvelle législation communale, et de transférer le pouvoir exécutif à la Diète, censée être plus démocratique que le Sénat. Au nom du gouvernement soviétique, Lénine proposa aux révolutionnaires finlandais d'utiliser la flotte russe basée à Helsinki.

Le pouvoir semblait à portée de main de la classe ouvrière. Mais ses dirigeants sociaux-démocrates prirent peur. Ils ajournèrent la grève et un nouveau gouvernement s'installa, que présidait le réactionnaire Svinhufvud, membre de l'aile conservatrice et monarchiste du Parti jeune-finnois. Alors membre de l'aile gauche socialiste, le futur stalinien Otto Kuusinen expliqua en 1919 que « *ne désirant pas risquer nos conquêtes démocratiques et espérant d'ailleurs franchir, grâce à d'habiles manœuvres parlementaires, ce tournant de l'histoire, nous décidâmes d'éluder la révolution. [...] Nous ne croyions pas à la révolution, nous ne fondions sur elle aucune espérance, nous n'y aspirions point.* »

Mais la lutte des classes obéit aux lois de toute lutte : si un camp perd l'initiative, son ennemi s'en saisit et l'emporte.

Le gouvernement Svinhufvud proclama l'indépendance et se mit sur le pied de guerre : il appela à l'aide la Suède, puis l'Allemagne, stocka des vivres dans le Nord, intensifia le recrutement et la formation de troupes blanches. Fin 1917, elles comptaient près de 37 000 hommes, autant qu'il y avait de soldats russes en Finlande. Un ancien officier du tsar, Mannerheim, en prit la direction.

La direction social-démocrate finit par appeler à la prise du pouvoir, mais sans y croire. En fait, malgré elle, en quelques jours à partir du 28 janvier 1918, les travailleurs se rendirent maîtres, presque sans combat, des grandes villes. Les socialistes formèrent un conseil des mandataires du peuple, placé sous le contrôle d'un conseil ouvrier représentant les syndicats, la garde rouge et diverses organisations ouvrières. Il généralisa les 8 heures, décréta le paiement des journées de grève révolutionnaires, l'émancipation des valets de ferme, la suppression des corvées, des tributs sur les terres et de l'impôt sur les petits logements, l'abolition de la peine de mort, l'exonération fiscale des pauvres, le contrôle ouvrier sur les usines. Les tâches de police relevaient des gardes rouges locales.

À aucun moment, les dirigeants sociaux-démocrates n'envisagèrent d'instaurer la dictature du prolétariat pour briser celle des possédants. Le cours des événements allait certes les obliger à prendre des mesures radicales : réquisitions de blé et de pommes de terre, fermeture de journaux bourgeois, interdiction d'exporter des valeurs, obligation du travail pour les hommes valides. En mars, on nomma même un « dictateur » pour centraliser plus efficacement l'action gouvernementale. L'objectif des dirigeants

socialistes restait une démocratie parlementaire qui, summum de leur radicalisme, affirmerait le rôle prépondérant de la classe ouvrière dans la Constitution. Ils annoncèrent un projet de Constitution disant s'inspirer de la Suisse, des États-Unis et même de la Commune de Paris. Leur Constitution ne vit jamais le jour car la bourgeoisie, elle, ne se payant pas de mots, venait de lancer la guerre civile.

La guerre civile

Le gouvernement Svinhufvud s'était réfugié dans le Nord, à Vaasa, où il avait reconstitué les ministères, les grandes administrations, en pouvant aussi compter sur la police, la plupart des officiers et sous-officiers de carrière, les diplomates. Malgré les efforts du gouvernement social-démocrate, le pouvoir blanc fut d'ailleurs le seul reconnu par la France, la Suède et l'Allemagne. Mi-janvier 1918, il attaqua les garnisons russes et les gardes rouges.

Pour inégal que fût le rapport des forces, il n'était pas totalement en défaveur des travailleurs : la faiblesse numérique des gardes rouges se trouvait en partie compensée par l'armée russe, dans laquelle les bolcheviks avaient organisé des noyaux sûrs et expérimentés. Et les effectifs des gardes rouges augmentaient, alimentés par les exactions des Blancs. Mais les cadres militaires, l'armement moderne se trouvaient du côté des Blancs, aidés dès février par l'État suédois, neutre dans le conflit mondial, mais pas dans la guerre de classe. Et après mars 1918, contraintes par le traité de Brest-Litovsk, les troupes russes durent quitter le pays : les bolcheviks n'avaient plus guère de moyens de venir en aide à leurs frères finlandais. En outre, l'Allemagne

voulant intégrer la Finlande à sa sphère d'influence, 12 500 de ses soldats débarquèrent début avril pour appuyer les Blancs.

Les chefs socialistes, qui préféraient les joutes parlementaires à la lutte de classe, se refusèrent à prendre les mesures révolutionnaires qui s'imposaient. Dès la prise du pouvoir par les gardes rouges, on avait ouvert les prisons, mais on avait aussi laissé d'ex-détenus rejoindre les Blancs. Et la répression contre la réaction restait très limitée dans les grandes villes : les tribunaux condamnaient souvent les contre-révolutionnaires à des amendes ou à de courtes peines d'emprisonnement ; des dirigeants blancs purent rester chez eux durant toute la guerre civile sans être inquiétés ; et quand on exécuta des contre-révolutionnaires, ce fut presque toujours à l'initiative, non pas du gouvernement social-démocrate, mais des gardes rouges.

En face, les Blancs menaient, eux, une guerre sans pitié. Dès février, ce fut un déchaînement d'exécutions sommaires. Dans les villages, les Blancs exigeaient que les notables (commissaire de police, médecin, pasteur, etc.) participent aux exécutions, sous peine de se voir considérés comme rouges. Les médecins ayant soigné des Rouges étaient assimilés à leurs patients et traités comme tels. Bien sûr, la révolution russe était aussi visée : on fusillait toute personne parlant russe (ou ayant l'air russe), de même que les femmes en pantalon, signe d'émancipation.

« Malheur aux vaincus »

En mars 1918, un dirigeant blanc exposa dans un journal berlinois les motifs et modalités de cette répression

systématique : « *Je dois dire que tous les révoltés recevront leur châtiment. Ils seront jugés pour haute trahison. Il est possible que, dans l'avenir, des mesures de grâce interviennent, mais à la condition expresse que ces gens seront privés de tous leurs droits civiques afin qu'ils ne participent plus jamais à la vie politique. On en fera une classe de parias* [...]. *En aucun cas on ne graciera les chefs.* »

On a là le fil directeur de ce qui allait être une impitoyable vengeance de classe partout où, à la suite de l'Octobre russe, les opprimés tentèrent de prendre leur sort en mains.

Malgré leur combativité, et après des succès militaires partiels jusqu'en mars, les gardes rouges finirent par reculer. Le 5 avril tomba Tampere, bastion du mouvement ouvrier finlandais, et le 10 Helsinki, occupé par les troupes allemandes. Début mai, les combats avaient cessé à peu près sur tout le territoire. Le massacre des prolétaires, lui, prit une nouvelle ampleur.

La guerre civile a fait officiellement 30 000 morts, dont 25 000 parmi les Rouges : 3 500 d'entre eux ayant péri au combat, les Blancs avaient assassinés tous les autres. Les Blancs ouvrirent des camps pour y interner près de 90 000 prisionniers, dont un tiers y sont morts durant le seul second semestre de 1918. Ceux qui ne tombèrent pas face à un peloton d'exécution y trouvèrent la mort par la faim, que les vainqueurs organisaient méthodiquement. À tel point que, même des députés blancs s'étant dits émus par une pareille horreur, le gouvernement promulgua deux amnisties : il libéra près de 17 000 survivants.

Première révolution hors de Russie, la Finlande fut aussi la première défaite du prolétariat de cette période. Dans

son livre *L'An I de la révolution russe*, Victor Serge, un anarchiste devenu bolchevik, en résuma ainsi les conséquences pour le prolétariat russe : « *Les tueries de Finlande ont lieu en avril 1918. Jusqu'à ce moment, la révolution russe a, presque partout, presque toujours fait preuve vis-à-vis de ses ennemis d'une grande magnanimité. Elle n'a pas usé de la terreur.* [...] *La bourgeoisie victorieuse d'un petit pays qui compte parmi les plus éclairés de l'Europe rappelle la première au prolétariat russe que "malheur aux vaincus" est la loi des guerres sociales.* »

Le déséquilibre des forces militaires n'expliquait pas seul la défaite. Des mois durant, les chefs sociaux-démocrates avaient misé sur une issue parlementaire à la crise. En faisant perdre des mois précieux au prolétariat, leurs tergiversations le privèrent de toute chance de l'emporter. Et quand, acculés, ils acceptèrent formellement que les gardes rouges prennent le pouvoir, leur gouvernement n'encouragea ni l'initiative populaire, ni la création d'organes de classe tels que les soviets, ni l'indispensable répression contre la réaction qui, elle, s'armait.

Le drame est qu'il manqua à la classe ouvrière finlandaise une direction à la hauteur de la situation révolutionnaire, un parti capable de tenir le rôle décisif qui avait été celui des bolcheviks en 1917 en Russie. De ce point de vue, la Finlande offrait le premier exemple de ce qui allait devenir une constante de la situation d'après-guerre : un prolétariat en position d'emporter la victoire, mais qui finissait par succomber sous les coups d'une bourgeoisie qui, elle, avait une direction consciente des enjeux et qui se préparait de longue date à une lutte à mort.

Chapitre II

La révolution allemande

L'Allemagne constituait le principal espoir des révolutionnaires. Pour tous ceux qui voulaient renverser le capitalisme, le caractère international de la lutte pour l'émancipation des travailleurs allait de soi. Dans l'esprit des bolcheviks, la révolution d'Octobre ne constituait qu'un premier pas dans une voie qui ne s'achèverait qu'avec la défaite de la bourgeoisie à l'échelle de la planète. Le prolétariat avait d'abord pris le pouvoir dans une Russie économiquement arriérée : pour être décisives, les étapes suivantes devaient gagner les pays industrialisés.

La puissance de la classe ouvrière allemande

Or, quel pays plus que l'Allemagne, avec sa grande industrie, son prolétariat organisé, majoritaire dans la population et surtout doté d'une longue tradition socialiste, pouvait répondre à l'attente des révolutionnaires ? C'est pour cela – les révolutionnaires allemands en étaient conscients – que le sort de l'humanité se jouait en Allemagne, Lénine disant qu'il fallait être prêt à sacrifier la révolution russe pour la victoire de la révolution allemande.

Au début du 20e siècle, la classe ouvrière allemande représentait le quart du prolétariat européen. Le Parti

social-démocrate allemand (SPD) servait de référence à tous les autres partis socialistes. En quarante ans, malgré les persécutions, il était devenu un parti d'un million de membres, obtenant 4,25 millions de voix (34,8 % des suffrages) et 110 députés aux élections de 1912. Il organisait plus de deux millions de prolétaires dans les syndicats qu'il avait créés et ses militants avaient tissé un vaste réseau d'organisations encadrant, à un niveau ou à un autre, la presque-totalité des salariés : syndicats, coopératives, mouvements de jeunes et de femmes, universités populaires, bibliothèques, clubs sportifs, chorales, maisons d'édition, revues et journaux.

Avec le temps, une grande partie des chefs, de l'appareil du SPD ou de ses syndicats s'étaient mués en notables d'un parti qui, s'étant fait une place dans la société bourgeoise et n'ayant plus pour perspective de la renverser, allait devenir un défenseur de l'ordre capitaliste durant la guerre, puis lors de la révolution. Mais des centaines de milliers de militants formés à l'école de la social-démocratie ne trahirent ni leur idéal ni leur classe. Ce furent eux qui lancèrent des grèves pendant la guerre, initièrent les premiers conseils ouvriers et reconstituèrent le mouvement révolutionnaire dans les usines et dans l'armée.

Spartakistes et socialistes « indépendants »

Le 4 août 1914, en votant les crédits de guerre, les dirigeants sociaux-démocrates s'étaient ralliés à l'empereur Guillaume II. Alors que Rosa Luxemburg condamnait fermement cette trahison, Karl Liebknecht, autre dirigeant de la gauche du SPD, après avoir, par discipline de parti, voté

avec les autres députés socialistes, refusa de mêler sa voix à celle des complices de la tuerie. L'État allemand leur fit chèrement payer d'être restés fidèles à leurs idées : Rosa Luxemburg passa la majeure partie de la guerre en prison ; quant à Karl Liebknecht, cela lui valut d'être envoyé au front en février 1915, puis d'être emprisonné pour avoir, le 1er mai suivant, lors d'une permission à Berlin, distribué, seul, des tracts appelant les soldats à manifester contre la guerre. Sur ces tracts figurait la formule restée célèbre : « *L'ennemi principal est dans notre propre pays* », et cet ennemi, c'était la bourgeoisie. Un an plus tard, lors d'un rassemblement le 1er mai 1916, il prononça de nouveau un discours contre la guerre et, accusé de haute trahison, fut cette fois encore emprisonné, le groupe parlementaire social-démocrate l'ayant entre-temps exclu.

Dès le début de la guerre, à l'initiative de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin et d'autres militants, se constitua le groupe Die Internationale. À partir de 1916, il publia les *Lettres de Spartacus*, du nom de l'esclave révolté au 1er siècle avant notre ère qui, avec ses compagnons, avait fait trembler la Rome des propriétaires d'esclaves, d'où son nom : Ligue spartakiste. Du fond des prisons, des tranchées, contre ceux qui appelaient à défendre la patrie, les *Lettres* proclamaient que l'ennemi était la bourgeoisie, et non le travailleur français, anglais ou russe.

Les spartakistes, bien peu nombreux, formaient non pas un parti, mais un regroupement de révolutionnaires au sein du SPD, dont ils restaient membres car, malgré la

trahison de ses chefs, le SPD rassemblait encore les militants et travailleurs les plus conscients, les mieux formés.

Contrairement à Lénine qui avait créé, dès 1903, une fraction révolutionnaire – les bolcheviks – au sein de la social-démocratie russe, fraction devenue par la suite un parti indépendant, lequel avait pu gagner la confiance de larges couches du prolétariat au fil de trois révolutions (1905, puis Février et Octobre 1917), les spartakistes n'avaient réalisé leur rupture politique avec la social-démocratie ni sur un plan organisationnel ni aux yeux des masses.

Pendant toute une partie de la guerre, les spartakistes vont d'abord chercher à regrouper des cadres militants, dans l'espoir de redresser le SPD, avec les centaines de milliers de travailleurs qui lui gardaient malgré tout leur confiance, et d'en expulser ses dirigeants devenus traîtres au socialisme et à la classe ouvrière.

Outre les spartakistes, divers groupes réunissaient alors des socialistes opposés à la guerre à Berlin, Brême et Hambourg. À Berlin, l'organisation des Délégués révolutionnaires, réseau clandestin de militants ouvriers issus pour la plupart de la social-démocratie, cherchait à organiser la lutte contre le patronat par-dessus la tête des chefs des syndicats prêchant l'union sacrée dans les usines. S'ils ne dépassèrent jamais quelques centaines de militants, ils influencèrent, à partir de 1917, des centaines de milliers d'ouvriers. Ainsi, en janvier 1918, à leur appel, 400 000 ouvriers berlinois firent grève pour une paix sans annexion et la levée de l'état de siège, rejoignant en cela les travailleurs hongrois et autrichiens. La grève gagna plusieurs villes en quelques jours, mais elle fut brisée et 50 000 ouvriers

partirent au front avec la mention « *Berlin 18* » sur leur livret militaire.

La guerre modifiait l'opinion ouvrière. En témoignent la multiplication des grèves, la colère soulevée par la mort de 240 000 soldats à Verdun entre février et décembre 1916, la disette qui s'étendait : autant de signes pour certains dirigeants du SPD que leur politique risquait de compromettre leur influence sur les masses. Au sein du parti, le mécontentement gagnait du terrain et, depuis 1915, une opposition pacifiste y était apparue, qui regroupait plusieurs dirigeants, dont celui qui avait été le principal animateur du SPD et de l'Internationale : Karl Kautsky.

Ces opposants critiquaient le soutien inconditionnel au militarisme et menaient campagne pour une paix de compromis. Sans trop l'avouer, ils y voyaient le seul moyen d'éviter la révolution. Mais c'était encore trop pour la direction du SPD, qui les expulsa de son groupe parlementaire pour avoir voté contre la reconduction de l'état de siège. Les autorités militaires venant de confisquer le journal de l'opposition, *Vorwärts*, la direction du SPD en profita pour le reprendre. Et le 16 janvier 1917 elle jeta dehors les opposants et les organisations locales qu'ils dirigeaient. Le parti se coupa en deux : 170 000 militants restaient dans la « vieille maison », 120 000 en étaient exclus. Pour les regrouper, l'opposition créa le Parti social-démocrate indépendant. Très disparate, cet USPD allait des réformistes déclarés, tel Bernstein, aux spartakistes qui, bien qu'adversaires de ses chefs réformistes, ne voulaient pas se couper des travailleurs partis du SPD en opposants à la guerre.

À la veille de la révolution en Allemagne, il n'existait donc pas de parti révolutionnaire séparé des réformistes, avec un programme connu distinct, à l'image du Parti bolchevique dans la Russie de 1917. Au moment où les masses s'insurgèrent, elles eurent alors bien du mal à distinguer ceux qui souhaitaient la victoire de la révolution de ceux qui, sous le masque du socialisme, ne voulaient pas qu'elle l'emporte.

L'effondrement du Reich

Fin septembre 1918, l'état-major considérait inévitable de capituler. Pour faire accepter cela après tant de sacrifices exigés au nom de la victoire finale, et donc éviter la révolution, il fallait « tout changer pour que rien ne change ». L'état-major persuada l'empereur de changer de chancelier, d'adopter un régime parlementaire et de prendre le SPD au gouvernement : il endosserait ainsi la responsabilité de la défaite. Le 3 octobre, Guillaume II nomma son cousin le prince Max de Bade chef du gouvernement, dans l'espoir que les Alliés lui fassent une offre d'armistice acceptable ; son cabinet comptait deux sociaux-démocrates, Ebert et Scheidemann. Mais la révolution était déjà là, qui ébranlait toute la société.

La révolution de Novembre

Le 29 octobre, les matelots de Kiel refusèrent la suicidaire bataille pour la gloire dans laquelle les amiraux voulaient les entraîner. 20 000 marins élurent un comité de grève, des conseils de marins dirigeant les navires sur lesquels flottait le drapeau rouge. La mutinerie se répandit

dans les ports, puis dans les villes. Les mutins s'adressèrent aux ouvriers, qui décrétèrent la grève tandis que les marins menaçaient de bombarder l'état-major. Partout surgissaient des conseils d'ouvriers et de soldats. Malgré les appels au calme du SPD, la révolution gagna la capitale le 9 novembre.

Le soulèvement y éclata ce jour-là, quand le gouverneur militaire de Berlin fit arrêter un membre du comité d'action regroupant Délégués révolutionnaires, membres de l'USPD et spartakistes. Les barrages militaires cédèrent devant les cortèges partis des quartiers ouvriers, les casernes se vidèrent, armes et soldats passant aux insurgés qui libéraient les détenus politiques. Le kaiser abdiqua.

Ouvriers et soldats tenaient la capitale, mais les « socialistes de l'empereur » avaient pris la tête du mouvement pour l'endiguer. Le gouvernement ayant démissionné, ils formèrent un Conseil des commissaires du peuple – dont le nom voulait évoquer la Russie des soviets – composé de trois SPD et trois USPD. Et tandis qu'Ebert, devenu chancelier, déclarait haïr la révolution « à l'égal du péché », son compère Scheidemann proclamait la République allemande depuis une fenêtre du Reichstag.

Karl Liebknecht, récemment libéré, proclama, lui, la république socialiste devant la foule manifestant au palais royal : « *Nous voulons*, dit-il, *construire l'ordre nouveau du prolétariat, un ordre de paix et de bonheur, avec la liberté pour tous nos frères du monde entier. Nous leur tendons la main et les appelons à achever la révolution mondiale.* »

Social-démocratie et révolution face-à-face

Comme après Février 1917 en Russie, deux pouvoirs se faisaient face : celui de la république bourgeoise souhaitée par les possédants et les dirigeants du SPD, et celui des conseils, embryons du pouvoir ouvrier que voulaient les révolutionnaires. Qui allait l'emporter ?

Comme cela s'était produit en Russie après Février, les conseils ouvriers se multipliaient en Allemagne. Généralement élus sur les lieux de travail, un délégué y représentait un nombre de votants variable selon la localité ou la taille de l'entreprise. Des conseils déclarèrent dissous les conseils municipaux, ainsi que d'autres institutions, jusqu'au Sénat. D'autres le firent sans le dire, expulsant les hauts fonctionnaires et les élus en place, ou interdirent toute activité des anciens organismes d'État. Dans toutes les villes où indépendants révolutionnaires ou spartakistes détenaient la majorité, on commença à désarmer les policiers, à créer une garde rouge et à contrôler la justice et le ravitaillement. Dans un grand nombre de villes, les conseils avaient de fait le pouvoir. À Hanau, le conseil des ouvriers et des soldats interdit les licenciements et imposa la journée de huit heures ; à Müllheim, il décréta une hausse des salaires de 80 %. La dictature du prolétariat s'imposait localement.

Mais, dans le pays, bien des conseils avaient des réformistes à leur tête. Cela tenait au faible nombre des révolutionnaires et correspondait, à ce moment-là, à l'état d'esprit de larges masses qui, s'éveillant à la révolution, rejoignaient les partis et organisations traditionnels du mouvement ouvrier sans avoir saisi la signification profonde de leur reniement d'août 1914, et donc sans imaginer qu'ils se

mettraient en travers de la révolution. D'autant que le SPD proclamait que le socialisme était en marche. « *Seuls des aventuriers*, disait une de ses affiches, *peuvent encore divaguer sur la révolution. Nous, sociaux-démocrates, nous savons que la puissance du capitalisme est brisée. La république nous garantit que nous allons au socialisme.* »

Dans son roman *La Paix*, Ernst Glaeser met en scène la révolution de novembre 1918 dans une petite ville allemande. Le révolutionnaire König ouvre la première séance du conseil ouvrier en proclamant la dictature du prolétariat, la suppression de la propriété privée, l'armement des ouvriers et la prise d'otages parmi la bourgeoisie locale. La réponse du D[r] Hoffmann, un social-démocrate, a dû retentir sous une forme approchante dans bien d'autres localités :

« *J'approuve entièrement les paroles prononcées par mon jeune ami, le révolutionnaire Adalbert König; mais on me permettra, eu égard à mon âge et à mon expérience, d'y ajouter encore quelques observations. Il faut d'abord ne point oublier que nous sommes maintenant en république,* [...] *le fait d'être en république constitue déjà en soi un grand avantage; car en définition les républiques n'existent que pour le peuple* [...] *; que dans les temps écoulés la propriété privée ait corrompu les hommes et que les rivalités économiques les aient conduits à la guerre, rien de plus juste. Mais pour quelle raison vouloir supprimer la propriété privée, maintenant que nous avons une forme d'État qui s'opposera à ses abus?* [...] *Passons maintenant à la socialisation des entreprises.* [...] *Mais, chers camarades, nous ne pouvons pas comme cela, de propos délibéré, agir comme si nous étions seuls. Nous*

sommes dans une petite ville. Attendons les décisions de Berlin. [...] *Quant à armer le prolétariat, c'est là un moyen révolutionnaire désuet, tout comme la dictature du prolétariat.* »

La classe ouvrière allemande, comme sa sœur russe au début de 1917, faisait encore confiance à de prétendus socialistes, ennemis de fait du socialisme, de la révolution et de la classe ouvrière. Il lui aurait fallu du temps pour apprendre à distinguer entre ses vrais et faux amis. Ce temps-là, la bourgeoisie allemande, et le SPD qui portait alors ses espoirs, ne le lui laissèrent pas.

La direction du SPD poursuivait deux objectifs. D'une part, elle usait de son influence au sein du prolétariat pour contenir la révolution. Pour cela, elle devait en prendre la tête et empêcher toute intervention autonome de la classe ouvrière. D'autre part, il lui fallait préserver l'armée et, si elle s'avérait trop sensible aux idées révolutionnaires, lui substituer une force capable, le moment venu, d'écraser la contestation de l'ordre bourgeois.

Connus pour leur opposition au régime d'avant-guerre, les représentants du SPD furent facilement admis dans les conseils ouvriers. Dans les villes où ils avaient de l'influence, ils empêchèrent la constitution de conseils et, sinon, les vidèrent de leur caractère de classe en les réduisant à un rôle décoratif. À Cologne, on instaura un comité de salut public, dirigé par un socialiste et par le bourgmestre Konrad Adenauer, futur chancelier en 1949, dont faisait partie J. B. Becker, magnat de l'industrie et gouverneur de la forteresse de la ville. Son premier acte fut de former une milice de 6 000 hommes sous l'aile des partis conservateurs.

Des comités analogues virent le jour dans des localités de la Ruhr.

Pour entraver l'émergence de conseils de paysans, le gouvernement passa un accord, mi-novembre, avec les propriétaires terriens : il prévoyait la formation de conseils paritaires réunissant les junkers (propriétaires nobles), les paysans, les salariés agricoles et les membres de diverses professions, soumettant ainsi les pauvres des campagnes à la tutelle politique des grands possédants.

Le gouvernement s'appuya aussi sur les conseils de soldats. À l'arrière, ils étaient plus hétérogènes que les conseils ouvriers et souvent dirigés par des officiers, fils de la bourgeoisie, qui s'opposaient bien sûr à la formation de gardes rouges ouvrières. Au front, les conseils avaient surgi surtout dans les unités déjà gagnées par la propagande révolutionnaire. Celles-ci étant rares, ils étaient peu nombreux, jusqu'à ce que l'état-major, devançant une possible évolution des choses, décide d'en former lui-même pour occuper le terrain. Le 16 novembre, une circulaire du premier quartier-maître de l'armée, chef-adjoint du Grand état-major, précisait ceci : « *Il faut intervenir avec célérité en constituant les conseils de soldats en tant qu'organes consultatifs qui canalisent le mécontentement, rendant ainsi l'armée plus imperméable aux tendances extrémistes. Les conseils peuvent gérer les rapports avec les conseils locaux de soldats et l'expulsion des éléments extrémistes des rangs de l'armée avec de moindres frictions que les officiers* [...]. *Voilà pourquoi nous ne pouvons pas nous passer des conseils de soldats.* » Cela préservait la hiérarchie militaire en conférant seulement

aux conseils de soldats un vote consultatif sur le ravitaillement, les permissions et les mesures disciplinaires.

Vague de grèves et corps-francs

Fin novembre, une puissante vague de grèves, initiée par les métallurgistes de Berlin et de la Ruhr, toucha toute l'Allemagne, contre la misère, pour des horaires de travail plus humains, mais aussi contre le sabotage des entrepreneurs qui soutenaient la contre-révolution. Seuls les révolutionnaires soutinrent ce mouvement spontané qui trouva face à lui capitalistes, gouvernement et direction du SPD. Partout où le conseil ouvrier ne les empêchait pas d'agir, militaires et paramilitaires organisaient de meurtrières expéditions punitives contre les grévistes.

L'autre objectif du gouvernement Ebert était en effet de constituer une force armée sur laquelle les classes possédantes puissent compter sans réserve. Dès sa prise de fonction, il avait, de concert avec l'état-major, mis au point un plan pour écraser la révolution. Il avait, pour cela, besoin de l'armée qui allait revenir du front après l'armistice du 11 novembre. Ordre fut donné aux unités de ne traiter, dans les localités traversées, qu'avec les autorités en place, de destituer les conseils ouvriers et de combattre ceux qui s'opposaient au gouvernement. Pour creuser un fossé entre la classe ouvrière et la troupe, gouvernement et état-major déversèrent un flot de calomnies sur les révolutionnaires. Cela eut d'abord un certain succès, soldats et ouvriers s'affrontant dans plusieurs villes.

Mais l'hostilité des soldats tombait au fur et à mesure qu'ils retrouvaient un pays en ébullition : certains

rejoignaient les révolutionnaires, ou désarmaient les officiers. Quelques jours suffirent pour que, des dix divisions entrées à Berlin début décembre, il ne reste que 1 400 hommes disposés au combat. Le gouvernement et les généraux sélectionnèrent alors des régiments pour les entraîner à réprimer la population après les en avoir isolés. Et surtout, ils favorisèrent la création de corps-francs, composés de volontaires puisés parmi les militaires ne se voyant pas revenir à la vie civile, les marginaux, les aventuriers et les bandes d'extrême droite. Nombre de futurs nazis, et Hitler lui-même, en firent partie. Ces paramilitaires équipés comme l'armée régulière avaient pignon sur rue et recrutaient au grand jour. Voici une lettre d'un étudiant de la brigade Epp, sinistre corps-franc ayant sévi à Ham :

« *Finalement, j'ai rejoint ma compagnie. Je suis arrivé hier matin et à une heure de l'après-midi nous avons fait notre premier assaut. Si je vous écrivais tout, vous ne me croiriez pas. Nous sommes impitoyables, nous fusillons même les blessés. L'enthousiasme est énorme, presque incroyable. Notre bataillon a eu deux morts. Les rouges, de deux cents à trois cents. Tous ceux qui nous passent entre les mains sont traités d'abord avec la crosse du fusil, puis avec les balles. Pendant le combat, j'ai pensé au détachement A, parce que nous avons passé par les armes, sans hésitation, dix infirmières de la Croix-Rouge armées de pistolets. Nous avons tiré avec joie sur ces êtres abjects, qui pleuraient et nous suppliaient de les épargner ! En vain ! Ceux qu'on trouve en possession d'une arme sont nos ennemis, c'est garanti ! Sur le champ de bataille contre les Français, nous étions beaucoup plus humains.* »

Outre Ebert, l'organisateur de ce plan était le ministre de la Guerre, Gustav Noske, une autre figure de la droite du SPD. Accédant au gouvernement fin 1918, il déclara : « *Vous pouvez compter sur moi pour rétablir l'ordre à Berlin.* » Et d'ajouter : « *L'un d'entre nous doit devenir le chien sanglant, le bourreau de la révolution. Je saurai prendre mes responsabilités.* » La suite montra qu'il tint parole.

Le gouvernement Ebert tente de rétablir l'ordre

L'appareil d'État ne fut pas détruit par les débuts de la révolution. Même là où des conseils ouvriers avaient pris la situation en main, le gouvernement passait par les fonctionnaires du Reich. Il maintint même en fonction le Bundesrat, cette seconde chambre législative formée des princes régnants des États confédérés du Reich.

Pour bien montrer à la bourgeoisie allemande et à l'Entente qu'il était un adversaire résolu de la révolution, il refusa l'aide alimentaire – qui eût été pourtant nécessaire – que lui proposait le pouvoir soviétique et décida la formation d'unités de mercenaires en vue d'une intervention contre la Russie, tout en continuant de soutenir la contre-révolution en Finlande.

Le gouvernement convoqua une Assemblée constituante pour janvier 1919 : un prétexte pour faire passer à la trappe le peu de pouvoir qu'avaient les conseils. Vu son implantation, le SPD était sûr qu'il aurait la majorité à la Constituante et que le rôle des révolutionnaires y serait réduit à néant. De plus, en prônant un retour au parlementarisme, le SPD fixait une perspective qui écartait la classe ouvrière du pouvoir. En même temps, il s'employait à intégrer

les conseils au système en place, après les avoir vidés de tout pouvoir et réduits à un simulacre de représentation ouvrière.

Le 16 décembre à Berlin, le SPD obtint 288 des 489 délégués du congrès des conseils de tout le pays, contre 90 à l'USPD et 10 aux spartakistes. Les ouvriers d'usine n'étaient qu'un tiers du total face à autant de représentants de l'appareil du SPD qui, avec les élus bourgeois, tenaient le congrès sous leur contrôle. Ni Rosa Luxemburg ni Karl Liebknecht n'y furent élus, et on refusa deux fois même de leur donner une simple voix consultative.

Pareillement constitué, le congrès ne prit aucune mesure pratique pour désarmer la contre-révolution. Sanctionnant la situation de fait, il ne toucha pas à l'appareil étatique et repoussa même une motion demandant qu'on abolisse les petits États afin d'unifier l'Allemagne, refusant de réaliser ce qui avait été le programme de la révolution bourgeoise de 1848 ! Finalement, il remit le pouvoir au gouvernement et, s'il se déclara apte à exercer un vague contrôle, c'est en prévoyant de se dissoudre une fois élue la Constituante.

La fondation du Parti communiste

Un nom incarnait alors la révolution : Spartacus. Pourtant, les spartakistes n'étaient qu'une cinquantaine à Berlin le 5 novembre 1918 et tout au plus quelques centaines dans le pays au tournant de 1918-1919. Ils se fixaient comme tâche de dénoncer la politique du gouvernement et d'expliquer comment vaincre la contre-révolution qu'il préparait. Leur programme, rédigé par Rosa Luxemburg et publié le 14 décembre sous le titre *Que veut la Ligue Spartacus ?*,

commençait par le désarmement de la contre-révolution et l'armement du prolétariat. Même très minoritaires, ils avaient un certain écho dans les masses qui s'éveillaient à la politique.

La Ligue Spartacus agissait par elle-même. Mais elle restait membre de l'USPD qui avait un pied au gouvernement avec ses ministres, et un pied parmi les masses révolutionnaires avec nombre de militants reconnus, tels Richard Müller, le dirigeant des Délégués révolutionnaires, et Eichhorn, devenu préfet de Berlin. Pour aider la classe ouvrière à se débarrasser de ses illusions et l'entraîner à l'assaut du pouvoir, il fallait se séparer des opportunistes, de tous ceux qui soutenaient le gouvernement, et se doter d'un nouveau parti. Fin décembre 1918, les spartakistes fondèrent donc, avec d'autres révolutionnaires, le Parti communiste d'Allemagne (KPD).

Au congrès de fondation, il y avait 83 délégués de 46 localités. En plus du noyau d'ouvriers révolutionnaires issus du SPD et déjà dans l'opposition autour de Rosa Luxemburg avant-guerre, le KPD regroupait des jeunes ouvriers devenus révolutionnaires avec la guerre et ayant une expérience politique encore limitée. Cela explique que sa majorité décida de boycotter les élections à la Constituante, contre l'avis de Rosa Luxemburg, de Liebknecht et de la plupart des « vieux », qui y voyaient une tribune possible pour défendre leur programme. Ce que Rosa Luxemburg considérait comme des défauts de jeunesse pouvait disparaître avec l'expérience. Les spartakistes savaient, et l'exemple des bolcheviks l'avait rappelé, qu'un parti même peu nombreux, mais disposant de cadres aguerris et déterminé à

aider la classe ouvrière à saisir le pouvoir, pouvait jouer un rôle décisif si une situation révolutionnaire se présentait.

Cela ne faisait pas non plus l'ombre d'un doute pour la bourgeoisie allemande, avec sa conscience de classe aiguisée par un demi-siècle d'exercice du pouvoir et avec les leçons qu'elle avait tirées de la révolution russe : d'emblée, elle vit le Parti communiste comme l'ennemi à abattre. Dès novembre, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht devinrent les cibles d'une campagne de haine orchestrée par la direction du SPD, l'extrême droite et la presse, et conjuguant l'antisémitisme avec les appels au meurtre.

La Semaine sanglante

Début 1919, le gouvernement trouva enfin un prétexte pour écraser les révolutionnaires à Berlin. Depuis la révolution de novembre, le préfet de police était le socialiste indépendant Eichhorn, un adversaire du gouvernement, très populaire parmi les ouvriers et les marins. Le 4 janvier, on le révoqua. La révolte éclata, des travailleurs érigèrent des barricades et occupèrent le siège du quotidien socialiste pro-gouvernemental *Vorwärts*. À l'appel du KPD et de l'USPD, 500 000 ouvriers en grève manifestèrent. Deux jours durant, ils tinrent Berlin. Un comité d'action révolutionnaire composé de 52 membres, dont Karl Liebknecht, dirigeait le mouvement.

On peut comparer la situation à celle qu'avaient connue les bolcheviks à Petrograd en juillet 1917. D'énormes manifestations y avaient défié le pouvoir, voulant le renverser, mais l'état d'esprit du prolétariat de la capitale se trouvait en avance sur le reste de la Russie : une insurrection l'aurait

isolé et aurait permis au pouvoir de l'écraser. N'évitant pas la répression mais sauvant la révolution, les bolcheviks avaient organisé la retraite.

Le prolétariat berlinois se trouvait face au même risque : une insurrection prématurée l'isolant et aboutissant à un massacre. Mais il ne bénéficiait pas d'un parti ayant la volonté et la capacité de le faire reculer, pour lui éviter de s'engager dans le piège tendu par la bourgeoisie et la direction du SPD, toutes deux décidées à décapiter l'avant-garde du prolétariat allemand. Si, à la tête du KPD, Rosa Luxemburg et d'autres prônaient la retraite, Liebknecht appelait à l'insurrection, de crainte de se couper des travailleurs les plus avancés.

Le gouvernement saisit l'occasion. Alors qu'il faisait semblant de négocier avec le comité d'action, le SPD diffusa massivement un tract intitulé *L'heure des comptes approche* et, sur ordre de Noske, 3 000 membres des corps-francs disposant d'artillerie entrèrent dans Berlin. Le KPD n'eut d'autre choix que d'appeler aux armes dans une situation très défavorable. Les combats durèrent une semaine, tournant au massacre systématique des ouvriers révolutionnaires, arrêtés, torturés, abattus, fusillés à la mitrailleuse. Gouvernement et état-major voulaient saigner à blanc la classe ouvrière et porter un coup d'arrêt à la révolution. Le 12 janvier, l'ordre bourgeois régnait à Berlin. Le 15, la soldatesque arrêta Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qu'elle assassina aussitôt. Le pouvoir avait frappé la révolution à la tête, la privant de ses chefs les plus éminents. Quant au KPD, il fut interdit.

En province, les conseils relevaient la tête. Les ouvriers révolutionnaires tentaient de résister à la contre-révolution. À Düsseldorf et à Brême, ils prirent même le pouvoir, proclamant la république des conseils, avant d'être écrasés par les corps-francs. La grève se poursuivit et s'étendit, revenant à Berlin où elle devint générale en mars. Le 8, Noske ordonna de fusiller sur place tout individu pris les armes à la main, officialisant une habitude déjà établie. Cette seconde semaine sanglante fit 1 200 morts à Berlin.

Toute l'année, socialistes gouvernementaux et corps-francs s'employèrent à noyer la révolution dans le sang, sans y parvenir, confirmant ainsi la conclusion du dernier article de Rosa Luxemburg, écrit la veille de son assassinat : « *"L'ordre règne à Berlin !" Sbires stupides ! Votre ordre est bâti sur le sable. Dès demain la révolution se dressera de nouveau avec fracas proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : J'étais, je suis, je serai !* »

Chapitre III

La fondation de la IIIe Internationale

Lénine avait avancé l'idée d'une nouvelle Internationale dès le début de la guerre, quand la IIe avait signé sa faillite en se rangeant derrière la bourgeoisie. Avec la fin de la guerre, la révolution qui grondait en Europe rendait urgent de mettre sur pied un état-major à même de coordonner et diriger la lutte de classe à l'échelle internationale.

Du 2 au 6 mars 1919, se tint à Moscou le congrès de fondation de la IIIe Internationale, bientôt appelée Internationale communiste (IC). La direction bolchevique avait dans un premier temps envisagé Berlin ou Amsterdam, et ce n'est qu'en raison de l'impossibilité de tenir ce congrès ailleurs qu'elle se rabattit sur Moscou. Ce choix n'impliquait aucune supériorité de la révolution russe sur les autres en cours ou à venir : si les bolcheviks avaient l'expérience de la prise du pouvoir et de son exercice, dans l'esprit de tous, la nouvelle Internationale devait rassembler sur un pied d'égalité les révolutionnaires du monde entier.

Trotsky soulignait que, « *dans notre analyse, il n'y a pas un atome de "messianisme". Le "droit d'aînesse" révolutionnaire du prolétariat russe n'est que temporaire.* [...] *Si, aujourd'hui, le centre de la IIIe Internationale se trouve à*

Moscou, demain, nous en sommes profondément convaincus, ce centre se déplacera vers l'Ouest, vers Berlin, Paris, Londres. »

Parmi les 51 délégués au congrès, seuls trois avaient réussi à forcer le blocus imposé par l'Entente ; la plupart des autres non-soviétiques vivaient en Russie et ne représentaient souvent pas de mouvement réel dans leurs pays. En outre, à côté de partis et groupes se proclamant communistes, on trouvait des organisations qui n'avaient pas rompu, loin s'en faut, avec les habitudes et la politique de la social-démocratie mais qu'attirait la popularité de la révolution russe et du Parti bolchevique. Malgré ces faiblesses, le congrès proclama, à l'unanimité moins une voix, la fondation de la III^e^ Internationale. Il n'était que temps.

Poussée à gauche

En proclamant cette Internationale alors que, encerclée par les armées blanches, la Russie soviétique semblait près de sa perte, les bolcheviks déployaient le drapeau du communisme, dans l'espoir que la révolution européenne s'en empare. La radicalisation de larges masses faisait affluer de nombreux nouveaux adhérents vers toutes les organisations se réclamant peu ou prou du socialisme – partis, syndicats, organisations de femmes, de jeunes, d'intellectuels, coopératives. Les effectifs des partis socialistes ou assimilés gonflèrent dans des proportions impressionnantes : en France, la SFIO passa de 90 000 membres en 1914 à 200 000 en 1919 et, en Allemagne, l'USPD atteignit un million d'adhérents à la fin de la même année.

De nouvelles générations regardaient vers la révolution russe. N'ayant pas l'expérience de ce qu'avaient été les partis socialistes avant et pendant la guerre, elles les rejoignaient et les poussaient à gauche. Sous cette pression, beaucoup d'entre eux, dont certains avaient soutenu l'Union sacrée durant la guerre, rompirent avec la II^e^ Internationale pour adhérer à la III^e^ dans les mois suivant sa fondation. L'initiative des bolcheviks semblait donc en passe de réussir, même si l'arrivée de réformistes patentés, plus ou moins maquillés en communistes afin de ne pas perdre le lien avec leurs troupes, allait poser bien des problèmes à l'Internationale communiste.

Chapitre IV

De l'Autriche-Hongrie à la révolution hongroise

L'Empire austro-hongrois dominait l'Europe centrale depuis 1867. Outre l'Autriche et la Hongrie, il incluait ce qui correspond aujourd'hui à la Tchéquie, la Slovaquie, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'une partie des territoires de l'Italie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Serbie et de l'Ukraine. L'unité de cette double-monarchie était incarnée par l'empereur d'Autriche, également roi de Hongrie. Ces deux États avaient leur propre gouvernement, leur propre Parlement, et n'avaient en commun que les ministères des Affaires étrangères, de la Guerre et des Finances. Le suffrage universel n'existait que depuis 1907, que pour les hommes et que dans la partie autrichienne de l'Empire. Dans la Hongrie de 1912, le corps électoral ne représentait que 6,7 % de la population et excluait les classes populaires. En 1918, sur 453 députés à la Chambre basse – la seule élue des deux chambres composant le Parlement hongrois – 280 étaient des hobereaux.

Traversé par de profondes disparités économiques, l'Empire se divisait entre une entité dominée par l'Autriche, plus industrialisée, plus proche de l'Europe occidentale, et une entité relevant de la Hongrie, qui restait quasi féodale

et où dominait une agriculture dans laquelle moins de 1 % des propriétaires détenaient 40 % des surfaces cultivables.

Il y avait aussi des différences frappantes dans le mouvement ouvrier : le Parti social-démocrate autrichien était le premier parti du Parlement, il organisait de larges secteurs de la classe ouvrière à la veille de la guerre et certains de ses dirigeants faisaient autorité au sein de la IIe Internationale ; le Parti social-démocrate hongrois, lui, n'avait aucun élu au Parlement, ni même au conseil municipal de Budapest, du fait du suffrage censitaire. En 1918, il comptait pourtant 300 000 membres et influençait directement 721 000 syndiqués.

Comme la plupart de leurs homologues de la IIe Internationale, les directions des deux partis s'étaient ralliées à la guerre lors de son déclenchement. Se sentant isolés, les opposants à la guerre ne voyaient souvent d'autre issue que dans des gestes symboliques désespérés : en 1916, à Vienne, Friedrich Adler, fils du fondateur du parti autrichien, tua le Premier ministre d'un coup de revolver en protestation contre le militarisme austro-hongrois.

L'armée se désagrège

Le conflit mondial, déclenché au prétexte de l'assassinat, à Sarajevo, de l'héritier de la couronne d'Autriche-Hongrie par un nationaliste yougoslave d'origine serbe, exacerba les tensions au sein de l'Empire avant de précipiter sa disparition.

Alliée de l'Allemagne dans la Triple Alliance, l'Autriche-Hongrie devait faire face à la fois à l'armée serbe et à l'armée russe, auxquelles s'ajouta, à partir de 1915, l'armée

italienne. L'Empire mobilisa de 8 à 11 millions d'hommes : plus de 4 millions furent tués, blessés ou capturés. Le nombre de déserteurs flamba, de 6 689 en 1914 à près de 150 000 en 1918. Encore ne s'agissait-il que des soldats arrêtés, donc des désertions ayant échoué.

L'armée se décomposait, les mutineries se multipliaient. Si les slogans des mutins avaient parfois un caractère national (« *Vive les Slovènes ! À bas l'Autriche !* »), la plupart reprenaient ceux de la révolution russe : « *À bas la guerre et la faim ! Vive la paix ! Vive la révolution ! Vive l'Internationale ! Bolcheviks en avant !* » Inquiet, le pouvoir renforça la répression. Ainsi le 20 mai 1918 à Pecs, quand le 6e régiment d'infanterie d'Ojvideck s'empara de la ville, et que les deux régiments envoyés contre lui mirent trois jours à la reprendre, l'autorité militaire ne fit pas de quartier : elle fusilla un homme sur dix.

La classe ouvrière montre le poing

La révolution russe influençait fortement l'opinion ouvrière et paysanne. Au sein du Parti social-démocrate de Hongrie (PSDH), elle renforça une opposition révolutionnaire, au point que la direction du parti se sentit obligée de reconnaître comme son propre programme le projet de paix du pouvoir soviétique, d'autant qu'un comité inter-usines formé de délégués d'ouvriers, d'ingénieurs, de cadres et de techniciens concurrençait le PSDH dans la direction de plusieurs sections syndicales à Budapest.

Tant en Autriche qu'en Hongrie, les manifestations contre la guerre se multiplièrent. Le 14 janvier 1918, en protestation contre la réduction de la ration de pain et contre

l'attitude des diplomates autrichiens qui faisaient traîner les pourparlers de paix de Brest-Litovsk, la grève éclata à Vienne et s'étendit dans l'Empire, puis en Allemagne où elle mobilisa un million de travailleurs. En Autriche, le mouvement se radicalisait : manifestations de rue, affrontements avec la police. Un conseil ouvrier central se constitua à Vienne, exigeant un meilleur ravitaillement et « une paix sans annexion ni contribution de guerre », avant que le Parti social-démocrate ne jette tout son poids pour mettre fin au mouvement.

En Hongrie, la grève se propagea dans les villes de province. Le 20 janvier, elle était générale. À Budapest on élut un conseil des ouvriers et des soldats. L'année 1918 fut marquée par la multiplication des grèves dans les usines et les mines, malgré la répression. Malgré aussi la politique de la direction du PSDH et des dirigeants syndicaux qui tentaient de prendre la tête de la contestation pour mieux la contrôler. C'est ainsi qu'en juin, en pleine grève générale, la direction du PSDH organisa un conseil ouvrier à Budapest, qu'elle dispersa après l'avoir utilisé pour faire cesser la grève.

L'ancien monde s'effondre

Les 19 et 22 octobre 1918, les conseils nationaux tchèque et croate proclamèrent respectivement la Tchécoslovaquie indépendante et l'union des peuples yougoslaves. Le 22, deux régiments croates refusèrent de monter au front et la garnison yougoslave de Fiume (Rijeka) se souleva.

L'Empire étant en train de sombrer, les partis de la bourgeoisie hongroise jouèrent la carte de l'indépendance et

fondèrent, le 16 octobre, le Conseil national hongrois. Il regroupait le Parti de l'indépendance, le Parti radical et le PSDH, le tout dirigé par un grand propriétaire foncier, le comte Mihail Károlyi. Nationaliste hongrois, ce dernier s'était fait un nom par son opposition à la guerre et ses prises de position en faveur d'une paix séparée. Au-delà de l'indépendance, le Conseil national visait un rapprochement avec l'Entente, et donc la fin de l'alliance avec l'Allemagne.

Le pouvoir royal mit le feu aux poudres en nommant le réactionnaire comte Hadick à la tête de la Hongrie. La nouvelle provoqua des manifestations gigantesques à Budapest où, à ce moment, il se trouvait de 61 000 à 80 000 soldats, permissionnaires ou déserteurs.

Le 28 octobre, la police tira dans la foule, il y eut trois morts. Dès lors, tout se précipita. Ouvriers, femmes, soldats et étudiants s'armèrent, prenant d'assaut un wagon de transport d'armes, dévalisant les casernes. Des groupes s'emparèrent du Grand quartier général et du central téléphonique, les corps de garde, à l'instar des soldats des garnisons de Budapest, rejoignant l'insurrection, qui devint vite générale. Sonnait l'heure de rendre les comptes : des soldats insurgés abattirent chez lui l'ex-Premier ministre, jugé responsable de la guerre, le comte Tisza. L'histoire retiendra le nom de révolution des Chrysanthèmes (roses d'automne), l'emblème des insurgés, pour désigner cette insurrection.

Cédant devant elle, le roi nomma le comte Károlyi pour qu'il forme un gouvernement avec les partis du Conseil national. Le 15 novembre, trois jours après la proclamation

de la république à Vienne, Charles, empereur d'Autriche et roi de Hongrie, abdiqua. Le lendemain, on instaura la république de Hongrie. Le nouveau gouvernement promit le suffrage universel, une Assemblée constituante et une réforme agraire. Un éditorialiste hongrois résuma la situation : « *On n'eut pas besoin d'abolir la royauté, elle s'était déjà abolie ; on n'eut pas besoin de renvoyer le Parlement, il n'existait plus. Le 31 octobre 1918 n'a pas détruit l'ancien monde, il en a seulement constaté la destruction.* »

En Autriche : la bourgeoisie conserve le pouvoir

Fin octobre 1918, un gouvernement provisoire autrichien se forma, avec des socialistes aux postes-clés. La police viennoise fut rebaptisée milice ouvrière. Vienne bouillonnait, soldats et ouvriers fraternisaient. Le 3 novembre fut fondé le Parti communiste d'Autriche (KPÖ). Le 12, la république était proclamée. Mais le pouvoir restait aux mains de la bourgeoisie. Des heurts se produisirent entre la garde rouge créée par les militants les plus combatifs et la police « socialiste » protégeant le Parlement. Les conseils d'ouvriers et de soldats qui surgirent restèrent sous le contrôle du Parti social-démocrate.

En Hongrie : le double pouvoir

Le gouvernement de la Hongrie devenue indépendante tentait de remettre sur pied l'État bourgeois disloqué par la révolution. Mais, face à lui, les conseils se multipliaient et se centralisaient, représentant l'ensemble de la population laborieuse : les ouvriers, les paysans, les soldats, les étudiants, les fonctionnaires, les ménagères, les ingénieurs,

les professeurs, et même la police et les prêtres ! L'écrivain bourgeois Jules Nyiri écrivit que, « *à la fin, seul l'honnête bourgeois reste sans conseil, ne sachant à quel saint se vouer.* »

Les conseils couvrirent très vite tout le pays, où leurs décisions avaient force de loi : ainsi, des détenus furent libérés sur décision du conseil ouvrier de Budapest. Dès les premiers jours de novembre, ils organisaient le ravitaillement et expropriaient les patrons. Le 5 janvier 1919, dans les usines à gaz de Budapest, les manufactures d'armes et les chantiers du bâtiment, des conseils ouvriers obligèrent les directions à démissionner, les remplaçant par d'autres composées d'ouvriers et d'employés. Ils transformèrent l'hôtel Hungaria, l'un des plus grands de la capitale, en cantine pour enfants en février 1919. Les conseils prenaient les mesures révolutionnaires imposées par la situation et mettaient le gouvernement devant le fait accompli. L'Union libre des journalistes décida de censurer les articles hostiles à la révolution. Les typographes appliquèrent la consigne, ainsi que les camelots et les postiers chargés de la diffusion des journaux. De leur côté, les métallos dispersèrent des réunions de hobereaux ou de magnats. Le conseil des soldats, pourtant interdit dans un premier temps par le gouvernement, imposa son responsable, le socialiste Pogány, comme commissaire gouvernemental de l'armée et força à démissionner le ministre de la Guerre, le major-général Bartha. S'opposant à toute la politique du gouvernement, Pogány déclara que « *le conseil des soldats ne peut avoir qu'un seul programme, la dissolution définitive de l'armée* » et proposait d'armer la population.

Le gouvernement se montrait incapable de résoudre les problèmes qui se posaient au pays.

Il avait promis la réforme agraire, ce ne fut qu'une réformette : les grandes propriétés devant être expropriées contre indemnisation, les parcelles pouvaient être distribuées en fermage perpétuel avec possibilité de rachat. Ce dispositif excluait de fait la masse des ouvriers agricoles, des journaliers et des petits paysans, car seuls les paysans moyens et aisés se trouvaient en mesure d'acheter. Face au refus du gouvernement de leur donner la terre, les conseils paysans réalisèrent leur propre réforme agraire en occupant les exploitations et en créant des coopératives, après expulsion des propriétaires. On estime à 120 000 hectares la superficie des terres occupées. Dans le département de Sernogy, l'un des plus productifs du pays, les paysans s'emparèrent des terres, chassèrent les commissaires agraires qui recensaient les terres et organisèrent des syndicats ruraux. À l'envoyé du gouvernement, un politicien originaire de la région venu les faire reculer, ils déclarèrent que s'il ne les laissait pas en paix « *ils étaient décidés à l'égorger comme un cochon de lait* ». Les comités paysans de Transylvanie, eux, protestèrent contre le rattachement de leur région à la Roumanie, voulu par la noblesse du cru que la révolution apeurait. Ils publièrent un manifeste, précisant : « *Nous n'avons pas besoin de roi ou d'officiers, amis du luxe, qui gaspillent inutilement le temps, non plus que des boyards ou des grands seigneurs qui ne boivent que du sang, comme des sangsues. Nous avons besoin de terres et de liberté.* »

S'appuyant sur des officiers et les paysans riches, le gouvernement forma des unités spéciales pour mater les

paysans pauvres et les ouvriers agricoles. « *L'administration du gouvernement républicain fit plus de victimes parmi les paysans que celle du régime des Habsbourg et de la monarchie hongroise* », souligne l'historien Dominique Gros.

Le gouvernement se révélait aussi incapable de faire face aux actions des conseils d'ouvriers et de soldats que de réorganiser l'armée. Cherchant une issue, il quêta l'appui des pays vainqueurs. Mais ceux-ci s'apprêtaient à réduire la Hongrie vaincue à un lambeau de territoire et à lui imposer des réparations ruineuses.

Le 13 novembre, la convention de Belgrade, conclue sous le contrôle du général français Franchet d'Esperey, imposa à la Hongrie d'évacuer presque tout le sud et l'est de l'ancien royaume, occupé par les Serbes et les Roumains, tandis qu'au nord les Tchèques occupaient près de vingt départements. Elle prévoyait en outre la livraison d'une partie de l'armement hongrois à la Serbie et des réparations en nature (bétail, vivres). L'arrivée massive des réfugiés en provenance des territoires perdus et la désorganisation de l'économie, qu'aggravait la perte de régions minières et industrielles, entraînèrent l'effondrement de la production et firent flamber le chômage et l'inflation. Le gouvernement marchait sur un fil sur le point de craquer.

Le Parti communiste et la social-démocratie

Revenu à Budapest, le groupe des communistes hongrois s'était allié aux éléments oppositionnels du PSDH et au groupe anarchisant des socialistes-révolutionnaires pour fonder le Parti communiste (PCH). Il gagna rapidement

en influence, de nombreux militants regardant vers lui, y compris au sein du Parti social-démocrate.

La direction du PSDH se situait, elle, clairement dans le camp de l'ordre bourgeois. Membre du Conseil national, elle tentait de surfer sur la vague, appelant à la grève pour faire tomber le pouvoir royal, tout en annonçant la « suspension de la lutte des classes » au lendemain de la révolution des Chrysanthèmes. Parce qu'elle voulait limiter le pouvoir des conseils ouvriers, elle prit rapidement la tête de celui de Budapest, avec l'appui des syndicats, et fit acclamer la république parlementaire le 16 novembre. Le PSDH conservait une grande influence parmi les travailleurs, notamment ceux qui s'éveillaient à la politique. Sa direction, qui avait obtenu quatre ministères, et une partie de ses cadres restaient foncièrement hostiles à la révolution. Mais nombre de ses militants en étaient les artisans, souvent à l'origine de la naissance des conseils.

Si sa presse proclamait que « *le Parti social-démocrate reste attaché à son but final : à la société sans classe, au communisme* », elle abreuvait aussi quotidiennement le Parti communiste d'insultes et de calomnies. Le 20 février, une manifestation de chômeurs devant la rédaction du journal du PSDH se conclut par une charge des gendarmes. Bilan : huit morts, dont quatre gendarmes. Le pouvoir en profita pour arrêter 68 responsables communistes, dont Béla Kun, aussitôt passé à tabac. Devant la protestation que cela souleva, le pouvoir dut adoucir la détention des communistes : il remplaça leurs gardiens par des sympathisants du PCH et permit aux détenus d'avoir une activité politique.

Fin mars 1919, le mécontentement populaire était à son comble. Déjà le 7 mars, les conseils ouvriers avaient demandé la socialisation de tous les moyens de production, se déclarant prêts à en assurer la direction. Le 18, le conseil des métallurgistes donnait l'adhésion globale de 30 000 métallos au Parti communiste, annonçant que, si le pouvoir n'associait pas le prolétariat à la conduite de la révolution dans les cinq jours, il l'imposerait par les armes. Le lendemain, 20 000 chômeurs défilèrent dans Budapest en demandant une allocation extraordinaire et la carte de ravitaillement, et en reprenant les mots d'ordre du PCH : suppression des loyers et socialisation immédiate des terres et des usines. Le 20, le conseil des typographes décidait de ne plus imprimer que les journaux communistes.

Le même jour parvint un ultimatum de la conférence de paix de Paris : la note Vix, du nom du chef de la mission militaire française de Budapest. Il imposait aux frontières hongroises de reculer de plus de 100 kilomètres, afin de libérer cet espace pour les troupes roumaines en vue d'une intervention contre la Russie soviétique.

Acculé, Károlyi démissionna. Les partis bourgeois traditionnels ne voulant pas gouverner, il offrit au PSDH de lui succéder : « *Nous sommes obligés de reconnaître que notre politique fondée sur les promesses du* [président américain] *Wilson a totalement échoué.* [...] *Le moment est venu où la classe ouvrière hongroise* [...] *doit sauver la patrie de l'anarchie et de la mutilation. Je vous propose donc un gouvernement social-démocrate homogène qui fera face aux impérialistes.* [...] *Pour mener à bien cette lutte, il est indispensable que la classe ouvrière retrouve son unité, et que l'agitation et le*

désordre provoqués par les extrémistes cessent. À cette fin, les sociaux-démocrates doivent trouver un terrain d'entente avec les communistes. »

Le gouvernement de la bourgeoisie était allé au bout de ses possibilités. Étranglée par les États impérialistes vainqueurs, incapable de faire face à la révolution, la bourgeoisie hongroise disait s'effacer derrière le prolétariat. Mais qui allait gouverner ? Et pour faire quoi ?

La république des conseils

Le PSDH proposa alors l'unification au Parti communiste. Les négociations, menées avec Béla Kun, en prison, aboutirent le 21 mars à la fusion des deux partis sous le nom de Parti socialiste unifié de Hongrie (PSUH). Déclarant qu'il prenait le pouvoir, le PSUH forma un Conseil de gouvernement révolutionnaire présidé par Sándor Garbai, ancien leader du syndicat du bâtiment, et composé de 26 membres. Parmi eux, Tibor Szamuely à la Guerre et Béla Kun aux Affaires étrangères : ce dernier semblait diriger la politique du gouvernement, mais les communistes y étaient en minorité. Le gouvernement répondait de ses actes et décisions devant les conseils ouvriers : le pouvoir ouvrier se trouvait ainsi officiellement établi à Budapest.

La direction de cette république des conseils résultait d'une alliance pour le moins ambiguë. Si l'aile gauche des sociaux-démocrates semblait avoir choisi la révolution prolétarienne, leur aile droite avait refusé d'adhérer au PSUH. D'autres à la tête de l'ex-PSDH avaient fait le calcul que s'allier aux communistes leur permettrait de conserver leur influence sur la classe ouvrière, en gardant les yeux

fixés sur le retour du parlementarisme bourgeois : de fait, ils n'allaient cesser de saboter de l'intérieur le pouvoir ouvrier. En outre, pour eux, la situation internationale restait déterminante : en instaurant le pouvoir des conseils, ils souhaitaient l'aide de la Russie et de son Armée rouge face aux troupes roumaines, tchèques et françaises. Comme Károlyi, ils tiraient les conclusions de l'échec de la politique d'alliance avec l'Entente. S'ils se tournaient vers l'Est, c'était pour des raisons n'ayant rien à voir avec la révolution, par souci des intérêts de l'État national, en attendant de changer à nouveau d'alliés une fois le danger écarté.

Dans un échange de télégrammes avec Béla Kun, Lénine, inquiet, demandait : « *Quelles garanties effectives avez-vous que le nouveau gouvernement hongrois sera réellement communiste, et pas seulement socialiste, c'est-à-dire social-traître ? Les communistes sont-ils en majorité au gouvernement ? Quand aura lieu le prochain congrès des soviets ? En quoi consiste concrètement la reconnaissance de la dictature du prolétariat par les socialistes ?* » Lénine pointait toutes les questions décisives que les dirigeants communistes hongrois laissaient en suspens. Il n'en saluait pas moins la nouvelle république des conseils : « *Nous avons appris que la révolution hongroise s'est engagée d'emblée, avec une rapidité incroyable, dans la voie communiste. La bourgeoisie a remis elle-même le pouvoir aux communistes de Hongrie.* »

Au moment de l'unification, le PSDH comptait de 700 000 à 800 000 membres, le Parti communiste environ 40 000. Le parti unifié atteignit lui le million et demi de membres en juin 1919, les effectifs des syndicats ayant crû au même rythme, presque tous les salariés étaient syndiqués.

Mais les dangers de la fusion apparurent rapidement. Julien Papp souligne ainsi qu'« *en dehors de Budapest, la fusion effaça pratiquement la spécificité des communistes, noyés qu'ils se trouvaient dans la masse social-démocrate* ». Pour Béla Szántó, historien hongrois et communiste durant la révolution, « *bien des secrétaires, des dirigeants et des* [permanents] *de l'ancien Parti social-démocrate et des syndicats commencèrent soudain secrètement à faire de l'obstruction, parce qu'ils se sentaient partiellement évincés des positions de pouvoir qu'ils occupaient antérieurement. Les soviets locaux* [...] *élisaient en leur sein un directoire qui assurait les fonctions des conseillers municipaux, du maire, du juge, du président du tribunal ou du comité de district. [...] En l'absence d'autres candidats qualifiés, ce furent exactement les mêmes dirigeants et secrétaires de l'ancien parti et des syndicats qui furent fréquemment élus au comité exécutif du directoire. Tout le monde doit admettre que le travail administratif réalisé par les conseils ne fut pas de nature communiste.* »

Malgré ce conservatisme et l'obstruction de l'appareil social-démocrate, l'enthousiasme, la mobilisation des masses permirent, un temps, à la révolution d'aller de l'avant.

Le prolétariat au pouvoir

Les élections au Conseil national des conseils se tinrent les 7 et 14 avril. Sur 4,5 millions d'électeurs, il y eut la moitié de suffrages exprimés. Dans ce pays qui n'avait pas connu le suffrage universel, les femmes pouvaient enfin voter. Les seuls à s'en voir exclus furent les tenants avérés de l'ancien régime : les prêtres et les riches. Les élus furent principalement des ouvriers d'usine et des ouvriers

agricoles et, à Budapest, les communistes avaient la majorité. Tous étaient élus pour six mois et révocables à tout moment par leurs électeurs. Au niveau local, les conseils détenaient le pouvoir effectif : la direction de la force publique, de l'administration, le séquestre des banques, l'organisation du ravitaillement, le contrôle de la production, la saisie d'objets d'art, voire de châteaux.

Des milices populaires et des gardes rouges composées de volontaires, telle la brigade Les gars de Lénine recrutée au départ parmi les mutins de Cattaro, remplacèrent la police et l'armée, dissoutes.

Après quatre ans de guerre, le pouvoir devait faire face aux pénuries, au marché noir, à la corruption. Il chercha à enrayer l'effondrement économique et à relancer la production, tout en désarmant la contre-révolution : on institua le contrôle bancaire, on exproprie les patrons employant plus de vingt personnes, on élut des conseils de gestion ouvrière dans les entreprises. Le gouvernement imposa la communalisation des magasins de plus de dix salariés, dont la gestion revint aux conseils d'employés, avant de procéder à un inventaire général, afin de limiter le marché noir.

Il fixa la durée hebdomadaire de travail à 48 heures et institua le congé payé. Sur les sept premiers mois de 1919, le salaire réel des ouvriers d'industrie augmenta de 24 %. On interdit le travail des enfants et limita la journée des apprentis à 8 heures. On créa une caisse contre les accidents, une caisse nationale d'assurance et de secours, et on instaura la gratuité des soins et des traitements à dater du 1er mai.

Les immeubles de rapport furent nationalisés. On obligea les propriétaires de logements de luxe à accueillir les mal-logés, tandis qu'on expropriait les locaux inoccupés pour y reloger les familles prolétariennes : près de 300 000 personnes trouvèrent ainsi un toit. Les loyers baissèrent de 20 % et, durant la révolution, leur versement resta suspendu à Budapest.

Le pouvoir ouvrier proclama l'égalité des sexes dans tous les domaines. Le mariage devint une simple formalité, de même que le divorce. On établit un congé-maternité de six semaines avec maintien du salaire. Nés hors mariage ou pas, les enfants obtinrent les mêmes droits.

L'enseignement devint gratuit et laïc, on sépara l'Église de l'État. Les congrégations religieuses furent dissoutes, tandis qu'on socialisait les immenses terres de l'Église.

On proclama aussi la liberté en matière de langue et de culture pour les minorités nationales jusque-là opprimées.

La contre-révolution à l'offensive

Le pouvoir des conseils avait à se débattre au milieu d'innombrables difficultés. D'abord, son assise dans les campagnes restait précaire. Les paysans pauvres avaient occupé dès 1918 une grande partie des terres des grands propriétaires. Mais, contrairement aux bolcheviks qui avaient su s'allier la paysannerie en lui donnant à se partager la terre, le pouvoir ouvrier de Hongrie collectivisa les grands domaines. Il croyait ainsi attirer le prolétariat agricole, oubliant que lui aussi aspirait à posséder la terre. Cela lui aliéna aussi les petits paysans, car ils craignaient qu'on collectivise leur propre terre. Et puis, l'inflation, en plus

d'avoir des conséquences dramatiques pour l'ensemble de l'économie et de la population, annula les effets de l'amélioration du niveau de vie des ouvriers agricoles.

La contre-révolution, elle, s'organisait à l'intérieur comme à l'extérieur. Dès l'automne 1918, elle avait regroupé ses forces, principalement dans deux associations qui organisaient des manifestations à Budapest et en province.

Quant aux puissances de l'Entente, d'abord stupéfaites de la naissance de la république des conseils, puis de sa durée, elles voulaient agir avant que son armée puisse opérer sa jonction avec l'Armée rouge soviétique. Se réunissant depuis le 18 janvier 1919, la conférence de Paris donna carte blanche aux voisins de la Hongrie pour y intervenir militairement. Soutenue par la France, la Roumanie attaqua le 16 avril ; la Tchécoslovaquie, une semaine plus tard.

Le pouvoir des conseils disposait d'environ 60 000 hommes, héritage de la république précédente. Mais seule une division représentait une force réelle. Il fallait une nouvelle armée et, dès le 30 mars, le recrutement de l'Armée rouge commença sur la base du volontariat. Au moment de l'invasion roumaine, elle comptait de 50 000 à 60 000 volontaires, dont environ 2 000 internationalistes étrangers. Les effectifs montèrent jusqu'à 200 000 hommes en juin, une fois la conscription établie, mais l'Armée rouge devait affronter des forces deux fois supérieures sur le front roumain et trois fois supérieures sur le front tchécoslovaque.

Après une première phase de défaites face aux troupes roumaines, le gouvernement tenta la conciliation : il promit de dénationaliser les banques et les entreprises appartenant aux étrangers, et s'engagea à ne pas former d'alliance

avec la Russie. Cette volonté d'apaisement affichée avait pour but de tenir en attendant une aide de la Russie ou un repli de l'Entente face aux développements de la révolution allemande. Peine perdue : le 1er mai, l'armée roumaine approchait de Budapest. Le gouvernement mobilisa toutes ses forces : plus de 15 000 ouvriers s'enrôlèrent et, le 3 mai, la contre-offensive débuta. Volant de victoire en victoire, les Rouges regagnaient le terrain perdu. Perplexe, la presse internationale parlait de miracle hongrois.

Le 16 juin, l'armée hongroise, qui avait aidé à la mise en place de conseils ouvriers dans les territoires où elle se trouvait, marqua un nouveau point : la république slovaque des conseils vit le jour, organisée autour de la ville de Prešov.

L'offensive tous azimuts de la contre-révolution n'en avait pas cessé pour autant. Dans l'Ouest, les défaites de début mai stimulèrent des soulèvements menés par des prêtres, d'anciens gendarmes ou des paysans riches. À Budapest, on découvrit des organisations clandestines groupant des policiers, d'anciens cadres de l'armée, des fonctionnaires. Le 1er juin, une grève de cheminots éclata en Transdanubie, qui menaçait les lignes de ravitaillement de l'armée.

À l'extérieur, les ennemis de l'État prolétarien organisèrent, à Vienne, un comité antibolchevique financé par la Grande-Bretagne, ainsi qu'une armée dite nationale à Szeged, dans le Sud, sous la protection des troupes françaises qui occupaient la ville depuis décembre 1918. Le 30 mai, un gouvernement contre-révolutionnaire y fut instauré autour du comte Gyula Károlyi, cousin de l'ancien président.

La crise touchait le pouvoir lui-même. La droite du PSUH, dont une partie avait rejoint le gouvernement

blanc, et son centre, restés hostiles à la dictature du prolétariat voulurent, chasser les communistes du gouvernement. Leur tentative de putsch échoua.

Mais la Hongrie était isolée. Elle-même attaquée par les armées blanches et celle des États impérialistes, la Russie ne pouvait lui venir en aide et la révolution allemande avait été écrasée. C'est sans doute ce qui explique la réaction de Béla Kun à l'ultimatum de Clemenceau du 7 juin, qui lui promettait une place à la conférence de paix si la Hongrie baissait les armes et évacuait la Slovaquie. Le 17 juin, il ordonna l'arrêt des offensives de l'Armée rouge. C'était une façon de tenter de gagner du temps, mais cela affaiblit et démoralisa les militants les plus déterminés et encouragea tous ceux qui voulaient abattre le régime.

La Tchécoslovaquie reprit les hostilités et la Roumanie annonça le 29 juin que seule la démission du gouvernement des conseils lui ferait retirer ses troupes. Le même jour, les troupes tchèques entraient à Prešov et pendaient les responsables des conseils tombés entre leurs mains.

Le soutien populaire au pouvoir des conseils se rétrécissait. Dans les campagnes, l'hostilité des paysans rendait très difficile le ravitaillement des villes. Début juillet, 12 000 personnes s'enfuirent de Budapest. Le 20 juillet, une offensive de l'Armée rouge se solda par une défaite ouvrant la route de Budapest aux troupes roumaines. Le 1er août, le gouvernement démissionna. C'en était fini de la république hongroise des conseils : elle avait duré 133 jours.

Les massacreurs au pouvoir

Le 4 août, l'armée roumaine, soutenue par la France, entra dans Budapest. Le 16 novembre, elle laissa la place à l'amiral Horthy, devenu ministre de la Guerre du gouvernement blanc. Sa dictature pèsera sur la Hongrie jusqu'en 1944. Des détachements paramilitaires parcouraient le pays. Ils perpétraient les pires atrocités contre les communistes, les Juifs et tous ceux ayant un rapport, réel ou supposé, avec la révolution. D'après l'historien américain Robert Paxton, la terreur blanche fit de 5 000 à 6 000 morts. S'y ajoutent 70 000 personnes jetées dans les prisons et les camps d'internement, et 100 000 autres réfugiées à l'étranger.

Bien des historiens tirent un trait d'égalité entre la terreur blanche et les mesures répressives de la république des conseils, certains reprenant à leur compte les calomnies déversées alors par la propagande horthyste.

Pourtant, la répression menée par les conseils locaux ou par les gardes rouges, outre qu'elle résultait des mille difficultés dans lesquelles se débattait le pouvoir ouvrier, n'eut de commun avec la terreur blanche ni les méthodes, ni l'ampleur, ni bien sûr les buts. Les Rouges luttaient pour une société plus juste, libérée de toute oppression, dans laquelle hommes et femmes pourraient s'épanouir librement. Les Blancs voulaient rétablir, par la terreur et les baïonnettes des États dits démocratiques, un régime pérennisant l'oppression de la majorité travailleuse par une minorité d'exploiteurs. Quant au nombre des victimes de la « terreur rouge », il est sans commune mesure avec ce qu'on a vu de la terreur blanche : quelques centaines, selon

les historiens les plus hostiles. À titre de comparaison, Pierre Broué a relevé que « *le nombre total des victimes de la "terreur rouge" est inférieur à celui des victimes de la répression, la plupart du temps jugée "modérée", menée au sein de l'armée française par Pétain après les mutineries de 1917* ».

Chapitre V

La république des conseils de Bavière

La république hongroise des conseils avait d'autant plus inquiété les puissances de l'Entente qu'au même moment, la Bavière voisine basculant du côté de la révolution, un pouvoir ouvrier menaçait de s'étendre de l'Allemagne à la Russie.

Bien que la Bavière fût une des régions les plus conservatrices d'Allemagne, il y existait, surgie avec la guerre et les usines de munitions, une jeune classe ouvrière. Le 8 novembre 1918, celle-ci fut en première ligne pour chasser le roi de Bavière. Près de 6000 conseils couvrirent le pays : ils dirigeaient le centre textile d'Augsbourg, tandis qu'en d'autres endroits ils supplantaient les autorités municipales. Comme dans le reste de l'Allemagne, au début, la plupart restaient influencés par le SPD.

À Munich, un conseil d'ouvriers et de soldats présidé par le socialiste indépendant Kurt Eisner proclama la république démocratique et sociale. Un gouvernement se mit en place avec trois SPD, trois indépendants et un non-affilié.

Eisner y avait les Affaires étrangères et la présidence. Ancien soutien de Bernstein quand ce dernier voulait adapter le marxisme à la pratique réformiste du SPD, partisan de la guerre en 1914, Eisner avait fini par s'y opposer et par

rejoindre l'USPD à sa fondation. Il n'était pas révolutionnaire, mais bénéficiait d'une grande sympathie parmi les masses ouvrières depuis qu'il avait été emprisonné huit mois pour sa participation aux grèves de janvier 1918. Au pouvoir, il appela à la convocation d'un Parlement bavarois, s'opposa à la socialisation des entreprises, tout en s'appuyant sur un sentiment séparatiste très présent, allant jusqu'à rompre les relations avec Berlin.

La majorité du gouvernement voyait d'un très mauvais œil les conseils se multiplier et souhaitait la constitution d'une force de police sûre, c'est-à-dire contre-révolutionnaire. Eisner se rallia à cette position et tenta de faire arrêter douze militants en vue du KPD et du conseil ouvrier de Munich le 10 janvier, avant de céder à la foule venue les libérer. Cela ne l'empêcha pas, un mois plus tard, de participer à une manifestation de masse hostile à son gouvernement et demandant tout le pouvoir aux conseils. Mais ni ses efforts pour calmer ceux qui souhaitaient instaurer la dictature du prolétariat, ni le fait qu'il ait laissé en place l'appareil de l'ancien régime ne purent faire oublier à la réaction qu'il avait dirigé la révolution. Le 21 février, il fut assassiné par un jeune aristocrate d'extrême droite. Dès que cela se sut, des émeutes éclatèrent.

L'explosion ouvrière

L'assassinat d'Eisner signifiait que la contre-révolution, déjà à l'œuvre dans le reste de l'Allemagne, avançait également en Bavière. À Munich, des groupes armés de travailleurs et de soldats occupèrent les rues, lançant la grève générale qui gagna Nuremberg.

Un travailleur pénétra au Parlement et tua le social-démocrate de droite Auer, qu'il considérait comme l'instigateur de l'assassinat d'Eisner. Les députés terrorisés s'enfuirent de la ville. Un conseil central des conseils ouvriers se forma, dont la majorité des membres, socialistes majoritaires ou indépendants, appelèrent à la réunion du Parlement et à la formation d'un gouvernement. Au bout de quelques semaines, un nouveau gouvernement vit effectivement le jour, présidé par le socialiste majoritaire Hoffmann.

Ce gouvernement viscéralement hostile à la révolution restait impuissant face à la mobilisation ouvrière, que galvanisait la révolution en Hongrie. Voulait-il s'appuyer sur l'armée ? Les soldats lui firent savoir qu'en cas de grève générale ils n'interviendraient pas contre les ouvriers. Et le conseil central lui demanda de proclamer la république des conseils.

Le gouvernement sembla céder le pouvoir de lui-même : sur proposition du ministre de la Guerre, le social-démocrate de droite Schneppenhorst, la république des conseils fut proclamée le 7 avril, avec le soutien du conseil d'ouvriers et de soldats, du SPD, de l'USPD et de cercles anarchistes. Seul le KPD, par la voix d'Eugen Léviné, flaira le piège et mit en garde contre une tentative prématurée, les conseils ouvriers et ceux de soldats n'étant pas encore en mesure d'exercer le pouvoir. Alors que Schneppenhorst fuyait à Berlin pour, disait-il, négocier avec le pouvoir central, en fait pour préparer le retour de l'armée, le nouveau gouvernement local, le comité central révolutionnaire dominé par l'indépendant Ernst Toller, semblait sans force. Léviné, qui

désignait le régime comme une république pseudo-soviétique, fustigeait son inaction : « *Dans les usines les travailleurs triment et gèlent comme auparavant pour le capital. Dans les bureaux sont assis les mêmes fonctionnaires royaux.* [...] *Les rotatives de la presse capitaliste continuent de crépiter, crachant leur venin et leur bile, leurs mensonges et leurs calomnies.* [...] *Pas un seul prolétaire n'a obtenu d'arme. Pas un seul bourgeois n'a été désarmé.* » Selon le dirigeant communiste allemand Paul Frölich, le prolétariat munichois n'avait reçu que 600 fusils.

Le Premier ministre Hoffmann s'était réfugié à Bamberg, loin de Munich. Il y avait reconstitué un gouvernement et s'était rendu maître des principales villes, à l'exception d'Augsbourg. Il bloqua le ravitaillement de la zone de Munich et, une fois rassemblée, une troupe de 8 000 hommes attaqua le 13 avril. Agissant spontanément, plusieurs milliers d'ouvriers et de soldats le repoussèrent.

La seconde république des conseils

Cela avait galvanisé le prolétariat munichois. Les conseils ouvriers démirent le comité central révolutionnaire, jugé incapable, et créèrent un comité d'action regroupant des membres des trois organisations ouvrières, sous la direction du KPD et d'Eugen Léviné. C'était le second gouvernement des conseils.

La grève générale fut proclamée et les usines occupées. Le nouveau pouvoir arma le prolétariat et distribua entre 10 000 et 20 000 fusils. Il créa un embryon d'armée. L'administration de Munich fut confiée aux conseils. Des patrouilles ouvrières réquisitionnaient les denrées

alimentaires, confisquaient les armes dans les maisons bourgeoises, surveillaient les banques et contrôlaient les transferts d'argent. C'étaient des mesures de guerre, destinées à permettre à la république des conseils de tenir. Mais isolée, sans ravitaillement et sans charbon, son effondrement n'était qu'une question de semaines. Avec les privations et les tensions vinrent la démoralisation. Conscient de la situation, Léviné tenta de négocier une issue pacifique pour éviter un bain de sang aux forces du prolétariat.

Mais l'ex-gouvernement bavarois comme celui de Berlin refusaient une telle solution : il leur fallait une saignée. Hofmann lança 30 000 hommes des corps-francs sur Munich. Malgré la résistance des ouvriers, ce fut une boucherie. Prenant prétexte de l'exécution de huit otages – essentiellement des membres de la Société de Thulé, un groupe antisémite précurseur du nazisme – les corps-francs torturaient les prisonniers et exécutaient à tout-va. On releva plus de 600 morts, auxquels allaient s'ajouter 186 exécutions officielles, dont celle de Léviné, fusillé au terme d'un procès expéditif.

De nombreux militants du KPD et de l'Internationale communiste se demandèrent alors si, vu la disproportion des forces, proclamer la république des conseils n'avait pas été une erreur. Léviné avait estimé ne pas avoir le choix. Au moment où la classe ouvrière munichoise montrait sa volonté de prendre le pouvoir, il était impossible pour des révolutionnaires de la laisser à son sort, même si une issue favorable semblait peu probable.

À ce moment, la classe ouvrière allemande était loin d'être vaincue. Et puis, pour ne citer que les voisins de la

Bavière, les conseils ouvriers étaient au pouvoir en Hongrie, et l'Autriche était en pleine effervescence. Et ne pas proclamer la république des conseils n'aurait pas évité la répression. L'échec des tentatives de négociations du KPD avec les forces adverses le prouve : comme dans toute l'Allemagne, la bourgeoisie voulait rétablir son ordre dans le sang des ouvriers révolutionnaires.

Sur cet objectif, le gouvernement et la direction du SPD faisaient cause commune avec les corps-francs, l'extrême droite, l'état-major et toutes les forces d'un appareil d'État bourgeois inchangé, même si l'on était passé de l'Empire à la république.

Chapitre VI

Réactions ouvrières à l'intervention contre la Russie

En novembre 1918, l'effondrement de la monarchie prussienne avait mis fin à la guerre et scellé la victoire de l'Entente. Pour la Russie soviétique qui, un temps, avait profité des rivalités entre les principaux belligérants, l'armistice annonçait un renforcement de la contre-révolution.

Par une série de traités conclus en 1919-1920 à Versailles, Saint-Germain, Trianon, Neuilly et Sèvres, les vainqueurs imposèrent un repartage et une réorganisation du monde aux dépens des vaincus. Ils démembrèrent l'Empire austro-hongrois entre la Hongrie, l'Autriche, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie, etc., présentant cela comme la concrétisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La création de nouveaux États soumis aux grandes puissances, dont la France, visait à entourer la Russie d'un cordon sanitaire. Il s'agissait d'empêcher que l'esprit de la révolution gagne tout le continent. En échange d'une indépendance plus formelle que réelle, ces pays devaient y faire barrage et fournir des troupes contre le régime soviétique.

En remodelant l'Europe centrale et orientale au gré de leurs intérêts, les impérialistes vainqueurs, bien

qu'invoquant le droit des peuples, avaient taillé dans la chair de ces derniers. Pratiquement chaque nouvel État créé par eux, outre qu'il n'avait ni la taille ni les ressources qui lui auraient permis d'espérer s'en sortir, englobait des minorités nationales sur son territoire. Des minorités qu'il discriminait et opprimait, tandis que des parties de son propre peuple se trouvaient désormais, du fait des traités dits de paix, placées hors de ses frontières, soumises à un pouvoir qui les écrasait en tant que minorités.

Loin de résoudre la question nationale en Europe, les grandes puissances l'avaient exacerbée, poussant ainsi à l'irrédentisme, aux conflits entre voisins. Elles prétendaient avoir établi la paix ; elles avaient semé l'Europe de bombes à retardement.

Pour briser la révolution, les grandes puissances aidaient les généraux tsaristes à constituer des armées blanches. Elles avaient même un temps envisagé un envoi massif de troupes pour occuper la Russie. Au printemps 1918, des soldats japonais débarquèrent dans l'Extrême-Orient russe, suivis de près par des soldats américains ; en Russie de l'Est et en Sibérie, armée et cornaquée par la France et l'Angleterre, une légion d'ex-prisonniers de guerre tchèques et slovaques s'en prit pendant des mois au pouvoir soviétique ; des troupes britanniques débarquèrent en Russie du Nord ; l'armée française fit la même chose en Ukraine... L'intervention contre la révolution russe n'était cependant pas sans danger pour les États concernés, car leurs soldats aussi n'en pouvaient plus d'avoir à se battre.

Dans l'armée française, des militaires, souvent au passé socialiste ou syndicaliste, constituaient des noyaux

qui allaient devenir des centres de résistance au sein des troupes. Dans l'armée de terre, après le 58e d'infanterie qui refusa de marcher sur Tiraspol, en Moldavie russe, et qu'il fallut rapatrier, d'autres régiments réagirent de la même façon.

Soulèvement des marins de la mer Noire

Dans la flotte française de la mer Noire, une organisation clandestine de marins organisa la révolte : le 17 avril 1919, une partie de l'équipage du cuirassé *La France* refusa de bombarder les lignes révolutionnaires en Ukraine. Les bolcheviks multipliaient les contacts avec les militaires français, qu'ils appelaient à refuser de combattre. La répression était sévère : pour avoir hissé le drapeau rouge sur le *Jean-Bart*, le matelot vietnamien Ton Duc Thang fut envoyé au bagne de Poulo Condor, en Indochine, d'où bien peu ressortaient vivants. On arrêta aussi l'officier mécanicien André Marty pour avoir voulu rejoindre les bolcheviks avec son torpilleur, puis on le transféra sur le *Waldeck-Rousseau*, qui se mutina à son tour : son arrestation entraîna une vague de protestations dans les ports de Toulon et Brest en juin. Finalement, le gouvernement français dut renoncer à intervenir en Ukraine.

Refus des soldats britanniques

Un problème similaire se posa au gouvernement britannique : craignant de voir les troupes rejoindre trop vite la vie civile, il retardait leur démobilisation. En janvier 1919, des mutineries éclatèrent dans les bases anglaises. Celle d'Étaples (sur les côtes françaises) fut incendiée, 10 000

soldats refusèrent d'embarquer pour la France à Folkestone, tandis que 4 000 autres manifestaient à Douvres. À Londres, des soldats s'emparèrent de camions pour manifester.

Une centaine de mutineries touchèrent l'armée britannique. Dans la flotte, il existait plusieurs organisations clandestines. Dans la Baltique, l'équipage d'un croiseur se mutina. Craignant de pareils événements, l'amirauté rappela les navires déjà arrivés à Arkhangelsk et à Mourmansk, en Russie du Nord, tandis que d'autres ne partirent pas des ports anglais. Le 13 janvier 1919, les marins du Killbride hissèrent le drapeau rouge au grand mât et télégraphièrent : « *La moitié de la flotte en grève, l'autre bientôt.* »

Du coup, en janvier 1919, lors de la conférence de Paris, le Premier ministre Lloyd George justifia en ces termes son refus d'envoyer des troupes combattre les bolcheviks : « *Si je tentais actuellement d'envoyer un millier de soldats britanniques en Russie, les troupes se mutineraient* » et, « *si l'on entreprenait une opération militaire contre les bolcheviks, l'Angleterre deviendrait bolchevique et il se créerait un soviet à Londres.* »

Il parlait en connaissance de cause ! En fait, la pression de la classe ouvrière allait se révéler décisive pour entraver l'intervention impérialiste contre la Russie.

Au printemps 1919, une conférence spéciale de la Miner's Federation, la fédération syndicale des mineurs, votait une résolution exigeant la fin de l'intervention contre la Russie des soviets, de même qu'en juin 1919, à l'indignation de ses dirigeants, une conférence du Parti travailliste. Des manifestations massives eurent lieu dans tout le pays durant l'été. La même année, se constitua le comité national Hands off Russia ! (Bas les pattes devant la Russie !) qui

regroupait des personnalités souvent issues du mouvement syndical ou socialiste.

Au printemps 1920, quand l'armée polonaise envahit la Russie avec l'appui de la France, le syndicat des dockers interdit tout chargement de munitions pour la Pologne. Le 10 mai, les dockers refusèrent de charger et les charbonniers d'approvisionner le bateau de munitions *Jelly George*. En août, lors de la contre-offensive russe en Pologne, le gouvernement britannique menaça de déclarer la guerre à la Russie. Parti travailliste et syndicats organisèrent des centaines de manifestations contre la guerre, en avertissant le gouvernement que « *les travailleurs organisés utiliseraient toute leur puissance industrielle pour vaincre la guerre* ». Le Parti communiste de Grande-Bretagne, récemment formé, appela, lui, à la grève générale en cas de guerre et à la formation d'un conseil national, avec des comités locaux pour organiser l'action. On instaura un conseil d'action, avec mandat de se maintenir jusqu'à la reconnaissance du régime des soviets par la Grande-Bretagne et l'établissement de relations commerciales normales avec lui, et l'on créa 350 conseils d'action régionaux dans les grandes villes. Le gouvernement capitula, demandant à la Pologne de cesser ses attaques contre la Russie et de conclure la paix.

Ce que Lénine commenta ainsi : « *Ce Conseil d'action, indépendamment du Parlement, présente un ultimatum au gouvernement au nom des travailleurs – c'est la transition vers la dictature des travailleurs* [...]. *La presse bourgeoise britannique au complet a écrit que les conseils d'action étaient des soviets. Et elle avait raison. Ils ne s'appelaient pas soviets, mais en réalité ils l'étaient.* »

Chapitre VII

Vague de grèves internationale

En Europe de l'Ouest

Au-delà du soutien à la Russie, la contestation de l'ordre établi engendrée par la guerre se traduisit par une vague de grèves dans les pays industrialisés. Commencé durant le conflit, ce mouvement amplifia avec la fin de la guerre.

En 1919, dans ces pays, le coût de la vie avait en moyenne augmenté des trois quarts par rapport à avant-guerre. En quelques mois, les prix grimpèrent encore pour atteindre le double de ceux de 1914. Là se trouve la principale cause de ces grèves.

En Grande-Bretagne, des grèves des travailleurs des chantiers de la Clyde, près de Glasgow, culminèrent dans des combats violents le 31 janvier 1919. Les mineurs suivirent, puis les 300 000 ouvriers du coton du Lancashire, qui obtinrent 30 % d'augmentation et la semaine de 48 heures. Les cheminots, eux, résistèrent victorieusement à une tentative du gouvernement de réduire leur salaire.

En France, la grève de la métallurgie marqua le printemps 1919. À Paris, en juin, il y eut des grèves dans la métallurgie (200 000 grévistes) et la chimie (80 000), ainsi que dans le métro, les omnibus, les tramways. En province,

grève de 30 000 tisseurs près de Rouen et de 50 000 mineurs dans le Pas-de-Calais.

L'année suivante, une première grève en février permit aux cheminots d'obtenir des augmentations de salaire et le statut de délégués syndicaux. Le 1er mai 1920, la grève reprit, menée par des syndicalistes révolutionnaires. Les 220 000 cheminots grévistes avaient le renfort de grèves de solidarité dans les transports, la métallurgie, les mines, l'imprimerie et le bâtiment. Mais les chefs réformistes de la CGT pesèrent de tout leur poids pour que le mouvement ne soit pas centralisé, de crainte d'être débordés. Le gouvernement, lui, mobilisa des briseurs de grève et arrêta les responsables syndicalistes cheminots. Les compagnies de chemins de fer révoquèrent 15 000 cheminots.

Des millions de grévistes aux États-Unis

Après une entrée tardive (1917) dans une guerre restée impopulaire, les États-Unis connurent une période d'effervescence. Quatre jours après l'armistice, les travailleurs de la confection de New York et Chicago partaient en grève et obtenaient notamment la semaine de 44 heures. Ils furent suivis par les ouvriers du textile, les employés du téléphone de Nouvelle-Angleterre, ceux du télégraphe de tout le pays, les ouvriers d'imprimerie, les dockers de New York, les aiguilleurs du triage de Chicago. Des milliers de grève mirent en mouvement des millions de travailleurs. Même la police de Boston fit grève pour obtenir le droit de se syndiquer.

En février 1919 à Seattle, la grève, commencée pour des hausses de salaire par les 35 000 ouvriers des chantiers navals, s'étendit à l'ensemble de la ville. On mit en place

un comité de grève, avec un quotidien, *Union Record*, diffusé à 112 000 exemplaires. Pendant cinq jours les grévistes gouvernèrent la ville, prenant en main la distribution des repas et du lait, les hôpitaux et le ramassage des ordures. Une milice ouvrière assura le maintien de l'ordre. Dans un de ses quartiers généraux, on pouvait lire sur un tableau que « *son but était de maintenir la loi et l'ordre sans avoir recours à la force* ». La criminalité baissa : le commandant du détachement militaire envoyé réprimer la grève reconnut devant les grévistes qu'en quarante ans il n'avait jamais vu une ville aussi calme et aussi bien gérée ! Le gouvernement fédéral y avait pourtant expédié un millier de soldats contre les grévistes. Le maire de la ville fit, lui, prêter serment à 2 400 adjoints extraordinaires, pour la plupart étudiants, de manière à les utiliser contre la grève et déclara que « *la grève générale prétendument débonnaire de Seattle était une tentative de révolution* ».

Les responsables syndicaux, eux, veillèrent à conserver le contrôle de la grève pour la maintenir dans des limites étroites. Par peur d'être débordés, ils interdirent les meetings ouvriers et la parution d'*Union Record* durant deux jours. La grève resta isolée et, le cinquième jour, les grévistes décidèrent de reprendre le travail ensemble. Seuls ceux des chantiers navals continuèrent pendant un mois, avant de devoir reprendre sans avoir obtenu gain de cause.

En septembre 1919, 343 000 travailleurs du trust US Steel se mirent en grève dans les aciéries de l'ouest de la Pennsylvanie pour obtenir la reconnaissance du syndicat, la journée de 8 heures (les semaines de travail avoisinaient

69 heures), un salaire décent et la réintégration des salariés licenciés pour avoir revendiqué.

En réponse, le shérif du comté d'Allegheny fit assermenter 5 000 non-grévistes d'US Steel et déclara les rassemblements en plein air interdits. La plupart des grévistes étant des immigrants de fraîche date, le département de la Justice lança des opérations contre les étrangers, et en expulsa certains. Le patronat fit appel aux troupes fédérales pour disperser les piquets de grève : cela fit 18 morts. La grève se termina par une défaite en janvier 1920.

Fondée en 1886, la Fédération américaine du travail (AFL) était le premier syndicat des États-Unis. C'était une organisation corporatiste, qui refusait de syndiquer les femmes, les Noirs, les étrangers, les ouvriers non qualifiés. Prônant la collaboration de classe et liée au Parti démocrate, l'AFL avait soutenu l'entrée en guerre des États-Unis, puis participé au Bureau national du travail de guerre, un organisme d'État tripartite destiné à pacifier les relations sociales en temps de guerre. Symbole de l'association de l'AFL aux organes dirigeants de la bourgeoisie américaine, et de son intégration au système, son président Samuel Gompers participa à la conférence de paix de Paris en 1919.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'appareil de l'AFL ait mis tout son poids pour empêcher les grèves. Dénonçant la « menace rouge » représentée par « *le bolchevisme se développant à l'intérieur du mouvement ouvrier américain* », les dirigeants de l'AFL s'opposèrent à la grève générale de Seattle, bien que les responsables locaux de l'AFL l'aient organisée, ainsi qu'à la grève de l'acier, elle aussi organisée par des membres de l'AFL.

L'État intervint avec force contre les grèves, expulsant les immigrés raflés lors des Palmer raids (du nom du ministre de la Justice de Wilson), assassinant et emprisonnant les dirigeants américains de ce vaste mouvement de grève. Mais, si les premières cibles furent les anarcho-syndicalistes des Industrial Workers of the World, les anarchistes, les socialistes et les travailleurs du rang, le patronat et l'État finirent par s'en prendre à l'AFL. Sa direction n'opposant pas de résistance, elle vit ses effectifs, qui avaient crû depuis la guerre, chuter de façon spectaculaire : de 1920 à 1929, ses syndicats perdirent près d'un tiers de leurs membres.

Au Canada, la grève générale de Winnipeg

La grève générale de Winnipeg, alors troisième ville du Canada, est restée célèbre. Là aussi, la guerre avait radicalisé les consciences ouvrières et la révolution russe suscitait l'enthousiasme.

Début mai 1919, les travailleurs du bâtiment et ceux de la métallurgie entrèrent en lutte pour des augmentations de salaire et la mise en place d'accords collectifs. Le 15 mai, suite au vote de près de 11 000 travailleurs organisé par les responsables syndicaux de la ville, la grève générale était déclenchée. Près de 30 000 personnes y participèrent, dont plus de 2 000 femmes. D'ailleurs, la grève avait commencé tôt par le débrayage de 500 femmes téléphonistes. Avant de partir, elles avaient débranché les commutateurs, laissant une bonne partie de la ville sans service de téléphone.

Les banques, les services postaux, les services de livraison, les journaux, le téléphone, les taxis, les services d'aqueduc, la distribution d'électricité et même les services

de police et d'incendie cessèrent de fonctionner ou fonctionnèrent au ralenti. La ville était, de fait, gérée par les grévistes, à travers un comité général et un comité central de grève. Les livraisons de lait et de pain continuèrent, avec des panneaux indiquant « *Autorisé par le comité de grève* ». Des grèves de solidarité éclatèrent dans plusieurs autres villes.

En face, peu après le déclenchement de la grève se constitua le comité des Mille citoyens, regroupant le patronat de Winnipeg. Il développa une propagande antigréviste, s'appuyant sur les préjugés contre les immigrants d'Europe de l'Est, nombreux parmi les travailleurs de la ville, et criant à la menace bolchevique. Un de ses premiers gestes fut de forcer le conseil municipal à congédier tout le service de police de la ville pour avoir refusé de jurer sous serment qu'il ne ferait pas grève. On remplaça les agents licenciés par 1 800 policiers spéciaux recrutés par le comité.

Le gouvernement fédéral adopta une série de lois permettant d'arrêter et d'expulser sans procès les meneurs de la grève. Il envoya des ministres qui rencontrèrent le comité des Mille, refusèrent d'entendre le comité de grève, et donnèrent l'ordre aux fonctionnaires de reprendre le travail sous peine de se voir aussitôt congédiés.

Le 16 juin, dix dirigeants de la grève furent arrêtés et emprisonnés en attendant leur procès pour sédition. Le contenu des locaux syndicaux fut saisi. Quand, quatre jours plus tard, près de 25 000 grévistes se rassemblèrent pour manifester, le maire fit charger la foule par la police montée, qui tua deux grévistes et en blessa plusieurs dizaines, tandis

que la troupe occupait les rues. Le 25 juin, après 41 jours de grève, les grévistes reprirent le travail.

Troisième partie

Les derniers espoirs

Chapitre Ier

Allemagne : riposte ouvrière au putsch de Kapp

Le 13 mars 1920, les 6 000 hommes de la brigade du capitaine Ehrhardt, un corps-franc tristement célèbre, marchèrent sur Berlin, prirent les ministères et proclamèrent un gouvernement présidé par le conservateur Kapp. Alors qu'Ebert, son gouvernement et le Parlement fuyaient à Dresde, le social-démocrate Noske, bourreau de la révolution, demanda à ses généraux de combattre le coup d'État. Mais leur solidarité allait aux putschistes bien plus qu'au gouvernement social-démocrate. Les partis bourgeois, eux, attendaient le succès du putsch pour s'y rallier ouvertement. La bourgeoisie tolérait les ministres sociaux-démocrates tant qu'ils lui étaient utiles contre la révolution ; une fois celle-ci écrasée, la réaction ne pouvait que les pousser vers la sortie.

Mais justement, la révolution n'était pas écrasée. Et, pour certains dirigeants sociaux-démocrates, une chose était de collaborer avec l'état-major pour massacrer les révolutionnaires, une autre de s'incliner devant un putsch menaçant l'existence de leur parti, sinon leur propre vie.

Le dirigeant syndical Carl Legien, un des socialistes les plus droitiers, dénonça l'attitude des dirigeants

sociaux-démocrates qui avaient fui et appela à la résistance. Lui qui, quelques années plus tôt, disait dans une polémique avec Rosa Luxemburg que « *la grève générale c'est l'absurdité générale* », mit tout son poids pour en organiser une. L'USPD, les syndicats et les membres du gouvernement restés à Berlin signèrent un tract commun y appelant. Elle démarra le jour même du putsch. En 24 heures, il n'y eut plus ni trains, ni électricité, ni gaz. Kapp menaça de fusiller les grévistes : en vain. Le lendemain, la grève s'étendit à tout le pays. Les employés de la poste, des tribunaux, des prisons, jusqu'alors en retrait, voire hostiles au mouvement, le rejoignirent, entraînés par la détermination des grévistes.

Dans la Ruhr, en Allemagne centrale, dans le Nord, des insurrections ouvrières en réaction au coup de force désarmèrent les troupes et prirent le pouvoir. Voici le récit d'un témoin, membre du KPD :

« *Dans la matinée du 15 mars 1920, à 10 heures, la batterie du capitaine Hasenclever fit son apparition à la gare de Wetter an der Ruhr. Le comité d'action local – composé de sociaux-démocrates et d'indépendants – interpella le capitaine : "De quel côté se rangent les militaires ?" La réponse était lourde de conséquences, car l'issue de l'action de défense contre le putsch dans la région minière de la Ruhr en dépendait : "Nous sommes venus sur ordre du général de division von Watter, qui lui-même est du côté du général de division von Lüttwitz !" Là-dessus débuta un combat comme on n'en avait jamais vu de pareil dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Les ouvriers passèrent à l'attaque, équipés seulement de quelques fusils. Le terrain montagneux leur*

était favorable. Derrière chaque pierre et chaque arbre, dans chaque buisson et chaque cachette, la mort rouge guettait. Les frères ouvriers arrivèrent de Bommern, Volmarstein, Wengern, Hagen, Witten, de localités proches ou lointaines, tenant en main les armes déjà prises à l'ennemi. Et lorsque le combat meurtrier fut terminé, l'espoir des Kapp-Lüttwitz-Watter gisait sur le sol de la gare écrasé, vaincu par l'enthousiasme ardent et farouche des prolétaires. Soixante-quatre morts, dont quatre officiers – le capitaine Hasenclever compris – et cent prisonniers ! Mais les ouvriers durent aussi ensevelir sept des meilleurs d'entre eux[4]. »

Dans la Ruhr, les soulèvements face aux troupes de Kapp avaient abouti à la formation d'une Armée rouge. Composée à partir des usines, des sections syndicales, des cellules de partis ouvriers, cette armée prolétarienne était un assemblage de groupes locaux plus qu'une armée centralisée. Mais, forte de près de 50 000 hommes, disposant d'armement moderne, y compris d'artillerie prise aux troupes régulières, elle avait fait reculer l'armée et détenait de fait le pouvoir dans nombre de localités. Le coup d'État avait dressé contre lui des millions de prolétaires. La classe ouvrière allemande pouvait-elle réaliser alors ce qu'elle n'avait pu faire fin 1918 ?

À Berlin, les partis bourgeois craignaient un soulèvement général. Sentant le vent tourner, une partie de l'armée fit allégeance au gouvernement Ebert. Finalement, Kapp s'enfuit à l'étranger, après trois jours de putsch.

4 – Meinberg, dans *Ruhr-Echo* du 7 novembre 1920, cité par Albert Schreiner dans *Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1920)*.

Sauvé par la mobilisation de la classe ouvrière, le pouvoir social-démocrate mit tout en œuvre pour qu'elle cesse. Face au prolétariat, il s'appuyait depuis novembre 1918 sur l'appareil militaire, le renforçant par les corps-francs quand il estimait les soldats trop atteints par le virus révolutionnaire. Même la menace de se voir renversé par l'armée ne modifia pas son attitude. Il laissa en place l'ensemble des officiers, y compris ceux qui avaient participé au putsch. Il nomma chef des armées le général mis à ce poste par Kapp. Dans le même temps, il entreprit des négociations, qui n'aboutirent pas, avec l'USPD, le KPD et les syndicats pour l'éventuelle constitution d'un gouvernement de coalition, jurant qu'il serait plus à gauche que le précédent. Laissée sans perspectives, la grève déclinait partout.

Dans la Ruhr, le gouvernement passa d'abord un accord avec une partie de l'Armée rouge, afin de la diviser et de gagner du temps. Puis, début avril, la brigade Erhardt, la même qui avait effectué le putsch, fut envoyée écraser les travailleurs. La terreur blanche s'abattit sur la région, chaque entrée des corps-francs dans une ville se traduisant par des dizaines d'exécutions sommaires.

À l'inverse, aucun des auteurs du coup d'État ne fut exécuté. Si on entama des procédures contre 540 officiers, aucune n'aboutit. Les chefs de la conspiration, enfuis à l'étranger, purent revenir au bout d'un ou deux ans sans que la justice les inquiète.

Au final, cet épisode marquait une nouvelle défaite pour le prolétariat allemand. On ne peut que mettre en parallèle cette situation et celle qu'avaient connue les travailleurs russes lors du putsch du général Kornilov, en

septembre 1917. Les bolcheviks avaient su organiser la défense de Petrograd, permettant ainsi non seulement d'éviter l'écrasement de la révolution, mais de franchir une étape vers la conquête du pouvoir en montrant concrètement qu'ils étaient les seuls aptes à sauver la révolution. En Allemagne, aucun des partis qui étaient à la tête de la classe ouvrière ne se comporta en direction révolutionnaire, dans des conditions pourtant devenues très favorables du fait de la réaction ouvrière.

L'USPD avait des milliers de militants combatifs, mais était un parti foncièrement réformiste dont les dirigeants, apeurés par la révolution, aspiraient à un accord avec le SPD. Quant au KPD, à peine formé, il avait été privé de ses cadres les plus compétents, assassinés par la soldatesque du gouvernement. Les militants communistes se trouvèrent à la tête des combattants. Mais les hésitations du KPD, ses erreurs – à Berlin, il se prononça au début contre la grève générale car le SPD y appelait –, ses divisions, limitèrent ses possibilités et ses perspectives au moment où se mobilisaient des dizaines de milliers d'ouvriers sociaux-démocrates, souvent prêts à aller plus loin que ne le voulaient leurs chefs. Dans son récit, le militant du KPD Albert Schreiner a ce commentaire : « *Un patrimoine d'énergies révolutionnaires fut dispersé.* » On ne saurait mieux résumer la nouvelle occasion manquée.

Chapitre II

Le deuxième congrès de l'Internationale communiste

En juillet 1920, le deuxième congrès de l'Internationale communiste (IC) montrait la rapide progression du mouvement communiste dans le monde. Mais avec elle se posaient de nouveaux problèmes.

Le congrès réunit 218 délégués, dont beaucoup représentaient désormais des partis de masse. Mais, aux côtés de milliers de militants sincèrement révolutionnaires, ces partis entraînaient nombre de vieux routiers du réformisme, préoccupés avant tout de ne pas se couper de leur base et prêts, pour cela, à adopter le langage de la révolution, tout en n'abandonnant ni leurs vues ni leurs pratiques.

Les dirigeants de l'Internationale, les bolcheviks au premier chef, comptaient sur les événements, et sur le poids que leur victoire en 1917 donnait à leurs conseils, pour former ces nouveaux partis. Et bien sûr, il n'était pas question de laisser l'opportunisme de la II^e^ Internationale saper de l'intérieur une organisation voulant devenir le parti mondial de la révolution socialiste.

Le congrès édicta donc 21 conditions d'adhésion à l'IC, qui exigeaient que toute la propagande et l'agitation de chaque parti membre aient un caractère communiste.

Le parti devait construire un appareil illégal et faire une propagande systématique dans l'armée, lutter contre son propre impérialisme, notamment contre sa politique coloniale, mener une lutte énergique contre les réformistes et les centristes. Quant aux dirigeants et élus ralliés, mais au passé réformiste parfois encore tout récent, il fallait les écarter de tous les postes responsables. Le parti devait être centralisé, sa presse soumise au comité central et il avait pour obligation de prendre le nom de Parti communiste (Section de l'Internationale communiste de tel ou tel pays). Tous les partis appartenant à l'IC ou désirant y entrer avaient quatre mois pour examiner ces 21 conditions et pour exclure ceux de leurs membres qui les repousseraient.

Ces conditions ne suffisaient pas pour construire des partis révolutionnaires. Mais elles étaient conçues pour écarter les dirigeants les plus opportunistes et obliger les nouveaux partis communistes à rompre avec les habitudes et la politique sociales-démocrates.

Dans les mois qui suivirent ce congrès, plusieurs partis socialistes scissionnèrent. En Allemagne, à son congrès de Halle d'octobre 1920, la majorité de l'USPD, qui revendiquait 700 000 membres, se prononça pour adhérer à l'IC et fusionna avec le KPD pour former un grand parti communiste unifié. En France, au congrès de Tours de décembre 1920, la majorité de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière – social-démocrate) adhéra à l'IC et fonda la SFIC (Section française de l'Internationale communiste). À l'inverse, en janvier 1921, la majorité du Parti socialiste italien, membre pourtant de l'IC, repoussa

les 21 conditions et seule une minorité fonda le Parti communiste d'Italie.

Entre opportunistes et gauchistes

Outre écarter les réformistes sociaux-démocrates, adeptes plus ou moins déclarés de la collaboration de classe, certaines conditions d'adhésion à l'IC visaient à orienter la politique des nouveaux partis en posant des questions tactiques. L'une d'elles leur demandait de militer dans les syndicats et une autre, implicitement, de participer aux élections. Or, plusieurs partis contestaient cette orientation. Ceux que Lénine qualifiait de gauchistes représentaient un courant d'idées présent en Italie, en Angleterre et surtout en Allemagne. Écœurés par les trahisons de la social-démocratie, ils refusaient tout ce qui leur semblait un compromis sur les principes révolutionnaires, sans souvent connaître et a fortiori comprendre la politique des bolcheviks d'avant 1917. Par exemple, comment ces derniers avaient, pour gagner de l'influence, participé aux élections organisées par le tsar après la révolution de 1905 : leurs députés, loin de la pratique des élus réformistes, s'étaient servis de leurs sièges comme de tribunes révolutionnaires.

Conscient du risque d'isolement que ces militants gauchistes faisaient courir aux partis communistes, Lénine s'efforça de les convaincre d'utiliser tous les moyens pour gagner du poids dans la classe ouvrière : « *Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des ouvriers embourgeoisés.* »

Il publia d'ailleurs *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, qu'il fit distribuer à tous les délégués du congrès pour alimenter le débat.

Ce courant gauchiste garda de l'influence en Allemagne pendant des mois et, plus longtemps, en Italie.

L'Internationale syndicale rouge

Alors que des millions d'ouvriers auparavant inorganisés affluaient vers les syndicats, comment s'adresser à eux ? Reconstituée en 1919, la Fédération syndicale internationale[5] (FSI), qui regroupait la plupart des syndicats existants, s'opposait par tous les moyens au développement de l'influence communiste. Ainsi en France, les dirigeants réformistes de la CGT menaient une lutte acharnée contre leurs syndiqués communistes, qu'ils finirent par exclure en nombre après le congrès de Tours. Le deuxième congrès de l'IC décida donc de créer une Internationale syndicale rouge (ISR ou Profintern, pour l'acronyme russe) qui soit un pôle d'attraction pour les syndicats opposés aux pratiques réformistes de la FSI. Elle fut fondée en juillet 1921 et comptait alors 17 millions de syndiqués.

La lutte anticoloniale

À l'opposé de la social-démocratie, dont les sommets avaient en fait soutenu l'impérialisme dans sa conquête du monde, le deuxième congrès de l'IC se prononça pour l'émancipation des colonies et affirma la légitimité de la lutte des nations opprimées contre les pays impérialistes. L'Internationale appelait ainsi les travailleurs anglais à

5 – Dite aussi Internationale d'Amsterdam, où se trouvait son siège.

soutenir le peuple irlandais et évoquait la question des Noirs aux États-Unis. Par la huitième des 21 conditions, elle obligeait les partis communistes à dénoncer la politique coloniale, à commencer par celle de leur propre État.

Dans la foulée de son deuxième congrès, elle organisa à Bakou un congrès des peuples de l'Orient qui réunit 1 900 délégués représentant plus de vingt nationalités, dont des Turcs, des Kurdes, des Arabes, des Chinois, etc., ainsi que des représentants de régions non russes de l'ex-Empire tsariste.

Les bolcheviks voulaient relier leur combat aux luttes anticoloniales et anti-impérialistes qui éclataient en Orient, comme en Égypte en 1919, en Irak en 1920, et qui allaient se poursuivre durant quelques années. Ils voulaient s'appuyer sur l'énergie de ces luttes nationales contre les grandes puissances impérialistes et, en même temps, aider à la constitution de partis authentiquement communistes pour défendre les intérêts des exploités, indépendamment de ceux des exploiteurs locaux, même quand ils se présentaient comme révolutionnaires, dans les pays coloniaux.

Chapitre III

Le « Biennio Rosso[6] » italien

L'Italie, quoique dans le camp des vainqueurs, sortait exsangue de la guerre mondiale : 670 000 de ses soldats avaient été tués, 500 000 mutilés. L'appauvrissement était général : en 1918, la production avait chuté à 73 % de son niveau de 1913. Stimulé un temps par les commandes d'armement, l'essor de l'industrie s'était arrêté faute de débouchés. Les démobilisés se trouvaient confrontés au chômage, à l'inflation, aux bas salaires, tandis que la chute de la lire provoquait la ruine des artisans et des commerçants.

« La terre à ceux qui la travaillent »

Durant la guerre, le gouvernement avait promis un partage des terres. Un tiens valant mieux que deux tu l'auras, ouvriers agricoles et paysans pauvres décidèrent d'occuper de grands domaines à leur retour du front. Ces occupations continuèrent jusqu'à l'été 1920 et les paysans finirent par obtenir le droit de rester quatre ans sur les terres occupées à condition de s'organiser en coopératives. Ils se regroupèrent aussi en ligues pour imposer des contrats collectifs.

6 – En italien : les deux années rouges.

Les luttes pour les salaires et contre la vie chère

Dès le début de l'année 1919, une vague de grèves pour le réajustement des salaires balaya le pays. Le nombre de grévistes bondit de 22 000 en janvier à 400 000 au milieu de l'année. Les travailleurs arrachèrent des augmentations importantes, tandis que le Parlement votait une loi établissant la journée de huit heures dans l'industrie. Mais les prix continuaient de flamber.

À partir de juin 1919, des émeutes éclatèrent contre la vie chère : des foules exaspérées prenaient d'assaut les magasins en Romagne, en Ligurie, en Toscane, en Émilie, et finalement dans toute la péninsule. Des ouvriers en grève pour leurs salaires dans une localité se trouvaient souvent à l'origine d'une agitation pouvant prendre un caractère insurrectionnel. Si les affrontements avec la police ou l'armée étaient nombreux, les soldats fraternisaient parfois avec les travailleurs.

Les marchandises étaient parfois simplement pillées, mais la population les réquisitionnait également pour les porter à la Bourse du travail locale. Dans des centaines de villes naissaient des comités chargés des réquisitions ou du ravitaillement. Des groupes de travailleurs vérifiaient qu'on respecte les réductions de prix qu'ils avaient imposées.

Conseils et occupations d'usines

Les revendications devenaient politiques. Le 20 juillet 1919 débuta une grève générale contre l'intervention impérialiste en Russie et en Hongrie soviétiques. Alors que la grève aurait dû être internationale, la direction réformiste

de la CGT française se déroba. Mais en Italie, l'industrie fut paralysée pendant deux jours.

Des conseils d'usine surgirent dans nombre d'entreprises. Le premier fit son apparition en septembre 1919 chez Fiat, à Turin. Il regroupait des ouvriers, membres ou non du Parti socialiste ou des syndicats. À l'image des soviets, ces conseils se propagèrent partout. À l'automne 1919, plus de 30 000 métallurgistes avaient élu leurs conseils d'usine, qui ne tardèrent pas à coordonner leur action. En avril 1920, une grève chez Fiat s'étendit à Turin, Bologne et Milan. En dix jours, elle entraîna quatre millions d'ouvriers exigeant la reconnaissance des conseils d'usine. Mais le travail reprit sans que les industriels aient cédé.

Ce furent les patrons de la métallurgie qui provoquèrent l'affrontement. Le 19 août 1920, ils rompirent des négociations engagées sur les salaires. La Fiom (Fédération des employés et ouvriers de la métallurgie, membre de la Confédération générale du travail – CGL) lança un mot d'ordre de grève. Certains patrons firent occuper leur usine par la police. En réponse, les ouvriers occupèrent eux-mêmes des centaines d'entreprises dans lesquelles ils géraient la production grâce aux conseils d'usine. Si Turin, Milan et Gênes constituaient le fer de lance du mouvement, il s'étendit aussi là où les usines étaient moins grandes. Dans plusieurs entreprises se formèrent, par crainte de l'intervention de la police, des gardes rouges armées. Partout dans le pays, bourgeoisie et classe ouvrière se tenaient face à face.

L'occasion manquée

Effet de l'effervescence sociale, les salariés avaient rejoint en masse les organisations ouvrières au sortir de la guerre. Les effectifs de la CGL passèrent de 312 000 en 1914 à 1 160 000 en 1919, puis à 2 200 000. Dans les communes, les Bourses du travail formaient de fait une sorte de pouvoir local. Le Parti socialiste italien, lui, passa de 50 000 adhérents à 200 000.

Il avait été un des seuls partis de l'Internationale socialiste à ne pas s'associer à la politique de guerre de son gouvernement et un des premiers à adhérer à l'IC. Signe de la radicalisation des masses, il avait emporté les législatives de novembre 1919 avec 32 % des voix et 156 députés sur 508.

S'il existait en son sein une tendance réformiste autour de Turati, la direction du parti, avec Serrati, se disait maximaliste, c'est-à-dire partisan d'appliquer le programme dit maximum, celui de la révolution, par opposition au programme dit minimum de réformes sociales progressives.

La direction du PSI tenait donc un langage révolutionnaire. Elle évoquait la « destruction de la domination bourgeoise », décrivait la période comme celle de la « dissolution et de l'écroulement du système capitaliste », mais ne faisait rien pour coordonner les grèves ni pour leur donner comme objectif la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. Ne voulant pas rompre avec sa minorité réformiste qui, elle, ne voulait pas rompre avec la bourgeoisie, la direction du PSI tergiversait. Au prétexte de convaincre la direction de la CGL d'orienter la lutte vers la prise du pouvoir, elle engagea le débat au sein du congrès national

du syndicat, pour s'incliner devant le vote qui, à une courte majorité, décida de limiter l'objectif du mouvement à un hypothétique contrôle syndical sur les entreprises.

Seule une minorité du PSI, autour de jeunes dirigeants comme Gramsci ou Bordiga, dénonça le refus du parti de s'engager dans la voie de la révolution. Mais, numériquement trop faible, inexpérimentée, cette minorité ne parvint pas à donner une orientation consciemment révolutionnaire au mouvement.

Finalement, la CGL signa un accord avec le gouvernement : sur la promesse d'une reconnaissance du principe du contrôle ouvrier, il fallait évacuer les usines, même s'il fallut deux semaines avant que les travailleurs acceptent de reprendre le travail. Le plus formidable mouvement social que l'Italie ait connu avait été bradé contre un projet de loi, qui ne fut jamais déposé à la Chambre.

Dès lors, le mouvement reflua. La démoralisation gagna les rangs du prolétariat, qui avait fini par perdre confiance dans ceux qui prétendaient le guider. Après avoir craint pendant deux ans une révolution, la bourgeoisie se sentait désormais en situation de reprendre toutes les concessions qu'elle avait dû faire. Elle voulait en finir avec la menace d'une classe ouvrière combative et, dès la fin 1920, elle finança les bandes fascistes, ouvrant la voie à la prise du pouvoir de Mussolini deux ans plus tard.

En 1932, Trotsky revint sur ces « deux années rouges » :

« *Le fascisme est issu directement du soulèvement du prolétariat italien trahi par les réformistes* [...]. *La dictature du prolétariat était une réalité, il fallait seulement l'organiser et en tirer toutes les conclusions. La social-démocratie prit peur*

et fit marche arrière. Après des efforts audacieux et héroïques, le prolétariat se retrouva dans le vide. L'effondrement du mouvement révolutionnaire fut la condition préalable la plus importante de la croissance du fascisme[7]. »

7 – Léon Trotsky, *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, chap.7, *Les leçons de l'expérience italienne*, 1932.

Chapitre IV

La vague réactionnaire

L'année 1920 marqua un coup d'arrêt, sinon la retombée de la vague de révolutions issue de la guerre. Hormis en Russie, nulle part le prolétariat n'avait conquis le pouvoir. Autant son élan avait semé la peur parmi les possédants et suscité d'immenses espoirs dans les masses exploitées, autant sa défaite inaugura une vague de réaction inouïe.

Et cela, un peu partout dès le début des années 1920. En Finlande, après avoir écrasé le prolétariat, Mannerheim imposa sa poigne de fer sur la population. En Hongrie, Horthy, chef des armées de la contre-révolution, avait établi sa dictature sur les ruines de la république des conseils. Quant à la Pologne, le général social-patriote Pilsudski y imposa un régime férocement anticommuniste, clérical, nationaliste et de fait antisémite. Sur ce terrain, la dictature monarchiste roumaine n'avait rien à lui envier.

Aux États-Unis, par peur de la contagion révolutionnaire, le gouvernement expulsa de nombreux immigrants, souvent pour la seule raison que leur nom sonnait russe. L'intimidation et le meurtre, des méthodes déjà courantes dans la répression antiouvrière en Amérique, se généralisèrent, de même que le lynchage des Noirs, pratiqué notamment par un Ku Klux Klan en plein essor. En 1927,

l'assassinat légal des anarchistes Bartolomeo Vanzetti et Nicola Sacco – un assassinat délibéré car il s'agissait de faire un exemple en mettant à mort deux innocents, coupables du seul fait d'être des militants – participe de cette terreur blanche.

En France et en Grande-Bretagne, on introduisit aussi des législations antiouvrières particulièrement répressives.

En Italie et en Allemagne, l'échec du mouvement allait ouvrir la voie au fascisme, puis au nazisme. Ayant permis aux possédants italiens d'écraser les grèves et occupations d'usines et de terres du Biennio Rosso, le fascisme arriva au pouvoir en octobre 1922. Il devait y rester plus de deux décennies.

En Allemagne, les partis d'extrême droite, dont les nazis, fleurirent sur le terreau de la défaite ouvrière et dans les casernes des corps-francs. Leur arrivée au pouvoir, dix ans après la révolution avortée de 1923 (voir le chapitre suivant), marqua une défaite ô combien décisive du prolétariat, et pas seulement allemand. Cela allait jeter toute l'Europe, et finalement l'humanité, dans la barbarie d'une nouvelle guerre mondiale. La volonté d'exterminer les militants, de briser et d'atomiser la classe ouvrière au point d'en empêcher toute organisation indépendante, fut alors à la mesure de la frayeur éprouvée par la bourgeoisie allemande entre 1918 et 1923.

Chapitre V

Ultime occasion : l'Octobre allemand

C'est en Allemagne, pays sur lequel comptaient le plus les bolcheviks pour renverser l'ordre capitaliste, que la vague révolutionnaire levée en 1917 connut sa dernière défaite en Europe.

En 1919, le traité de Versailles avait imposé à l'Allemagne de payer à ses rivaux victorieux des indemnités exorbitantes. Ce à quoi ses dirigeants tentaient bien sûr d'échapper. Au prétexte de l'arrêt de ses livraisons de bois, les gouvernements français et belge décidèrent le 11 janvier 1923 d'occuper le poumon industriel du pays, la Ruhr. Cela suscita partout une vive indignation, que les groupes d'extrême droite cherchèrent à récupérer en multipliant les attentats et sabotages contre les troupes franco-belges, et provoqua une crise économique terrible. Le mark s'effondra : pour acheter un œuf il fallait 300 marks le 3 février 1923, mais il en fallait cent fois plus le 8 août. La flambée inflationniste ruina la petite bourgeoisie ; les employés virent leur niveau de vie s'effondrer de 50 à 90 % ; le nombre de sans-abri explosa tandis que les transports en commun, devenus inaccessibles, disparaissaient ; la famine gagnant les villes, des émeutes de la faim éclatèrent. Face à une paupérisation

qui se généralisait, la grande bourgeoisie, elle, s'enrichissait au grand jour par la spéculation.

La classe ouvrière a l'initiative

Début août, plusieurs millions d'ouvriers entrèrent en grève à l'appel du congrès des conseils d'usine[8] et chassèrent le chancelier, l'homme d'affaires Cuno, remplacé par un gouvernement de coalition comptant quatre sociaux-démocrates. Allait-on vers une nouvelle révolution ?

Le KPD connaissait un afflux. Fort de plus de 220 000 membres, il publiait 38 quotidiens et détenait, depuis peu, la majorité dans plusieurs syndicats importants. Il avait progressé au point qu'à l'été 1923 il influençait la majorité de la classe ouvrière, organisait et dirigeait 900 milices ouvrières armées, appelées centuries prolétariennes.

Sous la pression de la direction de l'IC, dont une partie sentait que la situation devenait révolutionnaire, le KPD prépara une insurrection pour novembre. La prise du pouvoir semblait à portée de main. Mais, au dernier moment, sa direction recula et décommanda l'insurrection. Seul Hambourg, où l'ordre de retraite n'était pas parvenu, se souleva et affronta pendant deux jours les troupes gouvernementales.

C'était fini. Le KPD avait laissé passer l'occasion. Le gouvernement sortit vainqueur de l'épreuve, d'autant plus que l'aide américaine lui permit de surmonter la crise économique. L'Allemagne entra dans une période de relative

8 – Les conseils d'usine étaient des institutions éligibles, légales depuis février 1920. Le congrès en question représentait 20 000 conseils dans toute l'Allemagne.

stabilité, jusqu'à la crise suivante, celle gigantesque et mondiale de 1929. Mais la mobilisation de la classe ouvrière avait reflué depuis le début des années 1920.

Force est de constater, surtout avec un siècle de recul, que ce reflux, que les révolutionnaires espéraient n'être que temporaire, allait s'étendre à toute une période historique.

Qui est responsable ?

Accusée par la direction de l'IC d'avoir failli à sa tâche en octobre-novembre 1923, la direction du KPD fut « démissionnée » quelques semaines plus tard. Pourtant, si elle avait une responsabilité dans la défaite, elle n'était pas seule en cause.

Nous ne pouvons ici revenir sur l'ensemble des raisons ayant amené à la dégénérescence bureaucratico-stalinienne de la révolution russe, de l'État soviétique, du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste. Disons cependant que l'isolement de la Russie révolutionnaire, des années de guerre mondiale puis de guerre civile imposées par ses adversaires, l'arriération du pays et bien d'autres facteurs découlant de tout cela avaient conduit à l'épuisement de la classe ouvrière et à l'émergence d'une bureaucratie qui confisqua le pouvoir auparavant détenu par les travailleurs.

Cette couche sociale dirigeait, de fait, l'ensemble du pays. Derrière le langage révolutionnaire de ses dirigeants pointait progressivement la défense de ses intérêts de caste, d'abord face à ceux de la classe ouvrière, puis contre eux.

En 1923, Lénine étant gravement malade, le pouvoir était exercé par une alliance d'abord cachée au reste du parti,

la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline, ce dernier alors peu connu. Elle s'employait à écarter Trotsky, et tout ce qu'il représentait, de la direction de l'État, du parti et de l'Internationale. Trotsky, soutenu par une partie importante des bolcheviks ayant fait la révolution de 1917, la guerre civile et commencé à édifier l'État soviétique, engagea donc le combat contre une bureaucratie de plus en plus conservatrice, et de fait contre-révolutionnaire. Ayant fondé l'Opposition de gauche (bolchevique-léniniste) dès fin 1923, il allait lutter avec ses camarades pour le retour aux idéaux d'Octobre et la défense du programme communiste, ainsi que pour sauver les acquis d'Octobre de la menace mortelle que la dégénérescence stalinienne faisait peser sur eux.

Fin 1923, alors que rien n'était joué en URSS entre les bolcheviks voulant rester fidèles à Octobre et les bureaucrates ainsi que leurs chefs à la tête de l'État et du parti, la révolution allemande avait soulevé d'enthousiasme la population et surtout la classe ouvrière soviétique : les manifestations de soutien se multipliaient, tandis que le gouvernement annonçait prévoir de l'or, du blé, et des troupes pour venir en aide au prolétariat allemand. Mais les dirigeants de l'Internationale, dont son président Zinoviev, alors allié de Staline contre Trotsky, ne surent ou ne voulurent pas aider les ouvriers allemands à l'emporter.

Pour la première fois, par leur inertie, par leurs luttes d'appareil contre Trotsky et l'opposition léniniste, les dirigeants de l'URSS avaient provoqué l'échec d'une révolution qui se présentait pourtant sous des auspices favorables.

En démoralisant le prolétariat soviétique, cet échec contribua en retour à la défaite de l'Opposition de gauche

dans le Parti communiste soviétique et renforça l'emprise de la bureaucratie en URSS. Quatre ans plus tard, celle-ci, ayant encore plus pris conscience de ses intérêts, allait saboter, cette fois sciemment, la révolution ouvrière en Chine. Staline, devenu sur ces entrefaites le chef de la fraction dirigeante à Moscou, imposera alors au Parti communiste chinois une politique s'apparentant à celle qu'avaient menée les mencheviks russes en 1917 ; celle qu'avaient alors aussi combattue Lénine et Trotsky contre les mencheviks et contre certains bolcheviks tels Staline, Kamenev et Zinoviev. En 1927, Staline forcera le jeune parti chinois, non pas à mener une politique indépendante de défense des intérêts des travailleurs, mais à rester dans le Kuomintang, le parti de la bourgeoisie nationaliste chinoise. Staline et ceux qui le soutenaient en URSS iront jusqu'à présenter le chef du Kuomintang, Tchang Kaï-chek, et des seigneurs de guerre locaux comme des amis du prolétariat, lesquels, dès que l'occasion se présenta, écrasèrent la révolution en se retournant contre le Parti communiste et en imposant une terrible saignée au prolétariat chinois.

Pourquoi l'échec de la vague révolutionnaire ?

Très tôt, de nombreux militants ont cherché à répondre à cette question. Si les conditions dans lesquelles se développèrent les révolutions de 1917 à 1923 purent fortement varier – de la taille des États à la puissance de la classe ouvrière et de ses ennemis –, de nombreux facteurs communs permettent d'en tirer des conclusions convergentes. La puissance de l'intervention militaire des États impérialistes et de leurs alliés fut-elle décisive face à un prolétariat

peu ou mal armé ? La disproportion des forces joua un rôle évident, mais elle ne suffit pas à expliquer la succession de défaites. En Russie, les bolcheviks aussi durent affronter, outre les armées blanches, celles de 14 États, dont les plus puissants de l'époque, et ils n'étaient pas plus, sur ce terrain, donnés a priori vainqueurs.

En revanche, on peut affirmer que l'expérience des militants et la compétence de leurs dirigeants jouèrent un rôle majeur. Sans Lénine, la classe ouvrière russe n'aurait pu parvenir au pouvoir ou n'aurait pu le garder. En Allemagne, la bourgeoisie et ce qui fut alors son instrument social-démocrate prirent les devants : ils savaient qu'assassiner Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht privait la révolution allemande de ses meilleurs dirigeants, et la future Internationale communiste de cadres de l'envergure de Lénine ou Trotsky.

Mais Lénine, au rôle irremplaçable en 1917, ne put le jouer que parce qu'existait le Parti bolchevique, un parti qu'il avait créé et dont il était le principal dirigeant. Sans les milliers de militants bolcheviques dévoués à la révolution, sans leurs liens avec la classe ouvrière et leur capacité à traduire ses attentes en termes politiques, aucun dirigeant révolutionnaire n'aurait pu orienter le cours des événements dans une voie qui permette au prolétariat de prendre le pouvoir. En s'appuyant sur les enseignements de la victoire du prolétariat et de la paysannerie dans la Russie de 1917, puis des échecs des révolutions qui suivirent ailleurs, Trotsky put donner, en 1924, une appréciation de l'ensemble des révolutions de cette période :

« S'il n'y a pas eu de révolution victorieuse à la fin de la guerre, c'est bien parce qu'il manquait un parti. Cette conclusion s'applique à l'Europe tout entière [...]. *En ce qui concerne l'Allemagne, la cause est tout à fait claire : la révolution allemande aurait pu triompher en 1918 et 1919, si elle avait pu avoir la direction du parti qui lui manquait. En 1917, nous l'avons vu avec l'exemple de la Finlande : le mouvement révolutionnaire s'y développait dans des conditions exceptionnellement favorables, sous le couvert et avec l'aide directe de la Russie révolutionnaire. Mais la majorité de la direction du parti finlandais était sociale-démocrate, ce qui fit échouer la révolution. Cette leçon ne se dégage pas moins clairement de l'expérience de la Hongrie. Là-bas, les communistes alliés aux sociaux-démocrates de gauche ne conquirent pas le pouvoir, mais le reçurent des mains de la bourgeoisie épouvantée. Ayant vaincu sans combat et sans avoir à emporter la victoire, la révolution hongroise se trouva, dès les premiers pas, privée d'une direction de combat. Le Parti communiste fusionna avec le Parti social-démocrate, montrant par là qu'il n'était lui-même pas vraiment communiste et donc qu'il n'avait pas la capacité, malgré l'esprit combatif des prolétaires hongrois, de conserver le pouvoir qu'il avait conquis si facilement. Que ce soit sans le parti, en dehors du parti, en contournant le parti ou à travers un succédané de parti, la révolution prolétarienne ne peut l'emporter. C'est là l'enseignement majeur de la décennie écoulée*[9]. »

9 – Léon Trotsky, *Les leçons d'Octobre*.

Conclusion

Si le monde capitaliste retrouva une certaine stabilité sociale au milieu des années 1920, il restait gros de ses contradictions, que la guerre n'avait évidemment pas fait disparaître. En 1919-1920, le traité de Versailles et ceux qui le complétèrent avaient consacré le rapport de force issu de la Première Guerre mondiale. Mais les raisons qui l'avaient provoquée restaient là ; elles s'étaient même aggravées du fait de ces traités dits de paix. La concurrence entre les États bourgeois, les rivalités impérialistes, les contradictions mêmes de tout le système capitaliste, et la crise terrible dans laquelle il allait plonger le monde en 1929, tout cela portait en germes la Deuxième Guerre mondiale, qui jetterait de nouveau l'humanité dans la barbarie deux décennies après celle de 1914-1918.

La vague révolutionnaire du début des années 1920 avait laissé entrevoir une issue favorable à l'humanité pour ce qui était – et reste – son problème majeur : la survie d'un système capitaliste mondial aberrant du point de vue de la rationalité économique, facteur d'inégalités criantes, d'oppressions multiformes, de crises dévastatrices, de deux guerres mondiales et d'incessantes guerres locales dont nul ne voit la fin. Et, de ce point de vue, si le siècle écoulé depuis la victoire d'Octobre 1917 et la défaite des révolutions qui suivirent apportent la preuve d'une chose, s'il en était besoin, c'est bien que le monstrueux système capitaliste

n'a pas pu et ne pouvait pas se réformer, ni être réformé d'aucune manière.

Cela, dès les années 1920, le prolétariat et les peuples l'ont payé de l'instauration du fascisme en Italie puis en Allemagne dans les années 1930, d'épouvantables dictatures, et pas seulement en Europe centrale ou orientale. L'échec de la vague révolutionnaire de 1917-1923 est également responsable de l'horreur du stalinisme. En effet cet échec prolongea pour une durée indéterminée l'isolement de la révolution russe devenue une forteresse assiégée et permit l'avènement d'une couche de parasites ennemis de la révolution, du socialisme et de la classe ouvrière : la bureaucratie. Et cela ne doit évidemment rien au hasard si, dès 1924, son plus éminent représentant au sommet de l'État russe, Staline, théorisa, avec « le socialisme dans un seul pays », son abandon de la perspective de la révolution socialiste mondiale. Ce renoncement à l'internationalisme représentait la négation même de ce qui avait été tout le combat, toutes les idées des communistes, de Marx à Lénine, d'Engels à Rosa Luxemburg et Trotsky.

Malgré le combat des bolcheviks restés fidèles aux idéaux communistes, malgré cette Opposition de gauche regroupée autour de Trotsky après la mort de Lénine, Staline et la bureaucratie finirent par l'emporter. Il s'ensuivit une dictature féroce qui devint, dès les années 1930, un facteur contre-révolutionnaire majeur en URSS et dans le monde.

L'échec des révolutions des années 1920 avait renforcé la réaction antiouvrière sous toutes ses formes : bourgeoise, nationaliste, antisémite, militariste, mais aussi finalement stalinienne. Cette dernière, de fruit pourri du reflux

de la révolution s'est rapidement transformée en artisan conscient de ce reflux. Le stalinisme a trahi, étranglé les révolutions chinoise de 1925-1927, espagnole de 1936-1937, et fait la courte échelle à Hitler. Sur le long terme, il a concurrencé sur son terrain la social-démocratie ralliée à l'ordre bourgeois, et réintroduit dans le mouvement ouvrier mondial le poison du nationalisme, de la collaboration honteuse ou ouverte avec « sa » bourgeoisie, du réformisme d'appareils « ouvriers » de plus en plus intégrés à l'appareil étatique, et lui servant de relais auprès des prolétaires. Finalement le stalinisme a complété et aggravé le recul des idées socialistes et communistes, de la conscience de classe parmi les travailleurs, dont la social-démocratie avait été le fourrier dès août 1914. En cela aussi, l'humanité continue de payer très cher l'échec des révolutions nées de la haine des peuples et des travailleurs pour la guerre et pour la bourgeoisie qui y avait jeté le monde en 1914.

Nul ne sait quand une nouvelle vague de révolutions ouvrières se lèvera, ni d'où elle partira. Mais une chose est certaine : c'est le capitalisme lui-même, ses méfaits, ses crises, ses guerres perpétuelles, son injustice fondamentale et son système aberrant qui accumulent le matériau de la future explosion sociale internationale.

Bibliographie

Badia Gilbert, *Le Spartakisme*, L'Arche, 1967.
Bardy Roland, *1919, la Commune de Budapest*, éd. de la tête de feuilles, 1972.
Benoist-Méchin Jacques, *Histoire de l'armée allemande, 1918-1937*, Bouquins, Robert Laffont, 1984.
Broué Pierre, *Révolution en Allemagne*, éd. de Minuit, 1971. *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943)*, Fayard, 1997.
Carr E.H., *La Révolution bolchevique*, éd. de Minuit, 1952.
Carrez Maurice, *La révolution finlandaise de 1918* et *Otto Kuusinen et la révolution finlandaise de 1918*, Cahiers du mouvement ouvrier n^{os} 23 et 40, octobre-novembre-décembre 2008.
Ferro Marc, Broué Pierre, Kriegel Annie *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, EDI, 1967.
Frank Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste*, La Brèche, 1979.
Frölich P., Lindau R., Schreiner A. et Walcher J., *Révolution et contre-révolution en Allemagne, 1918-1920*, éd. Science marxiste, 2013.
Harman Chris, *La Révolution allemande, 1918-1923*, La Fabrique, 2015.
Hippe Oskar, *Et notre drapeau est rouge*, La Brèche.
Marty André, *La révolte de la mer Noire*, Le temps des cerises, 1999.
Mendel Hersch, *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, Syllepse, 2011.
Meyer-Léviné Rosa, *Vie et mort d'un révolutionnaire*, La Découverte.

Morgan A-L. et Tate George, *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, Maspero, 1963.
Mühsam Eric, *La République des conseils de Bavière (1918-1920)*, Cahiers du mouvement ouvrier n°9, mars 2000.
Paleni Bruno, *Italie 1919-1920, les deux années rouges*, Les Bons caractères, 2011.
Papp Julien, *De l'Autriche-Hongrie en guerre à la République hongroise des Conseils (1914-1920)*, Les Bons caractères, 2015.
Rosdolsky Roman, *La révolution en Autriche-Hongrie et la social-démocratie*, et *La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates*, Les cahiers du mouvement ouvrier n^{os} 58 et 59.
Serge Victor, *L'an I de la révolution russe*, Agone, 2017. *Les Mémoires d'un révolutionnaire*, Bouquins, 2001. *Notes d'Allemagne (1923)*, La Brèche, 1990.
Seppo Hentilä, Osmo Jussila, Jukka Nevakivi, *Histoire politique de la Finlande*, Fayard, 1999.
Trotsky Léon, *Les Leçons d'Octobre*, Les Bons caractères, 2015.
Zinn Howard, *Une histoire populaire des États-Unis*, Agone, 2002.

Documents, romans et témoignages

Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Bibliothèque communiste, 1934.
Barthas Louis, *Les carnets de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, La découverte, 1997.
Glaeser Ernst, *La Paix*, Les Bons caractères, 2006.
Hasek Jaroslav, *Aventures dans l'Armée rouge*.
Linna Väinö, *Les gardes rouges de Tampere*, Les Bons caractères, 2011.
Von Salomon Ernst, *Les Réprouvés*, Le livre de poche, 1969.
Singer Israël Joshua, *De fer et d'acier*, Folio, 2016.

Table des matières

Introduction 3

I[ère] partie :
Premières révolutions dans l'Europe en guerre 9

- **La faillite de la II[e] Internationale et l'opposition à la guerre** 10
- **Le précurseur : la révolution russe** 15
- **Les armées craquent** 28
- **L'agitation s'étend à l'arrière** 32

II[e] partie : La révolution s'étend 37

- **En Finlande : une préface et un avertissement** 38
- **La révolution allemande** 50
- **La fondation de la Troisième Internationale** 69
- **De l'Autriche-Hongrie à la révolution hongroise** 72
- **La république des conseils de Bavière** 93
- **Réactions ouvrières à l'intervention contre la Russie** 99
- **Vague de grèves internationale** 104

III[e] partie : Les derniers espoirs 111

- **Allemagne : riposte ouvrière au putsch de Kapp** 112
- **Le deuxième congrès de l'Internationale communiste** 117
- **Le « Biennio Rosso » italien** 122

La vague réactionnaire **128**
Ultime occasion : l'Octobre allemand **130**
Conclusion **137**
Bibliographie **140**

Dans la collection Éclairage

1 - Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien
2 - La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde
3 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914
4 - Italie 1919-1920, les deux années rouges
5 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010
6 - La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution
7 - Le cerveau et la pensée
8 - La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France
9 - La civilisation arabe du VIII^e au XIII^e siècle
10 - Les philosophes des Lumières
11 - L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927
12 - L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme
13 - Le Parti communiste français, 1920-1933
14 - Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie
15 - Russie soviétique (1917-1927). La révolution dans la culture et le mode de vie
16 - Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)